

Guide

Une aide pratique pour remplir

fiscal

votre déclaration 2010



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Si vous êtes
Veillez remplir précisément
la ou les feuille(s) vous concernant

Dans certains cas, il est possible
de cumuler plusieurs situations

salarié(e)

Activité dépendante 2010

Contribuable

Revenu

Renseignements généraux

Tenue des comptes

Début/fin de l'activité indépendante

page 21

indépendant(e)

Activité indépendante 2010

Renseignements généraux

Tenue des comptes

Début/fin de l'activité indépendante

page 31

Si vous avez
Veillez remplir précisément
les feuilles vous concernant

d'autres revenus

Autres revenus et fortune 2010

Prestations sociales

Rentes, pensions et autres prestations

page 34

Pour tous
Veillez remplir précisément
les feuilles vous concernant

page de garde

Déclaration fiscale 2010

Informations générales

Informations fiscales

page 9

à retourner obligatoirement

déductions

Autres déductions 2010

Assurances-vie et vieillesse

Assurances maladie et accidents

page 36-39

[illegible]

D₁

Immeubles 2010

REC

Emission
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Quotient annuel déductible Quotient déductible </div>

IPF

Emission
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Quotient déductible Quotient déductible </div>

REC

Emission
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Quotient déductible Quotient déductible </div>

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

--

[illegible]

Représentations

Indiquer le statut civil de la personne au 31 décembre 2010

Statut civil au 31 décembre 2010

Statut civil au 31 décembre 2010

F₁

Etat des titres

et demande d'impressions

Comptes bancaires et postaux

Indiquer le numéro de compte bancaire ou postal (RIB)

Nom du titulaire (RIB)

Participer-vous en 2010 à une souscription de titres ?

Statut civil au 31 décembre 2010

Statut civil au 31 décembre 2010

Comptes bancaires et postaux

Indiquer le numéro de compte bancaire ou postal (RIB)

Nom du titulaire (RIB)

Participer-vous en 2010 à une souscription de titres ?

Statut civil au 31 décembre 2010

Statut civil au 31 décembre 2010

Comptes bancaires et postaux

Indiquer le numéro de compte bancaire ou postal (RIB)

Nom du titulaire (RIB)

Participer-vous en 2010 à une souscription de titres ?

Statut civil au 31 décembre 2010

Statut civil au 31 décembre 2010

[illegible]

Récapitulation 2010

Revenu

	2009	2010
1.10.00 Revenus hors de l'activité d'exploitation	A	A
1.10.01 Revenus hors de l'activité d'exploitation	B	B
1.10.02 Revenus hors de l'activité d'exploitation	C	C
1.10.03 Revenus hors de l'activité d'exploitation	D	D
1.10.04 Revenus hors de l'activité d'exploitation	E	E
1.10.05 Revenus hors de l'activité d'exploitation	F	F
1.10.06 Revenus hors de l'activité d'exploitation	G	G
1.10.07 Revenus hors de l'activité d'exploitation	H	H
1.10.08 Revenus hors de l'activité d'exploitation	I	I
1.10.09 Revenus hors de l'activité d'exploitation	J	J
1.10.10 Revenus hors de l'activité d'exploitation	K	K
1.10.11 Revenus hors de l'activité d'exploitation	L	L
1.10.12 Revenus hors de l'activité d'exploitation	M	M
1.10.13 Revenus hors de l'activité d'exploitation	N	N
1.10.14 Revenus hors de l'activité d'exploitation	O	O
1.10.15 Revenus hors de l'activité d'exploitation	P	P
1.10.16 Revenus hors de l'activité d'exploitation	Q	Q
1.10.17 Revenus hors de l'activité d'exploitation	R	R
1.10.18 Revenus hors de l'activité d'exploitation	S	S
1.10.19 Revenus hors de l'activité d'exploitation	T	T
1.10.20 Revenus hors de l'activité d'exploitation	U	U
1.10.21 Revenus hors de l'activité d'exploitation	V	V
1.10.22 Revenus hors de l'activité d'exploitation	W	W
1.10.23 Revenus hors de l'activité d'exploitation	X	X
1.10.24 Revenus hors de l'activité d'exploitation	Y	Y
1.10.25 Revenus hors de l'activité d'exploitation	Z	Z
1.10.26 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AA	AA
1.10.27 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AB	AB
1.10.28 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AC	AC
1.10.29 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AD	AD
1.10.30 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AE	AE
1.10.31 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AF	AF
1.10.32 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AG	AG
1.10.33 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AH	AH
1.10.34 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AI	AI
1.10.35 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AJ	AJ
1.10.36 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AK	AK
1.10.37 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AL	AL
1.10.38 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AM	AM
1.10.39 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AN	AN
1.10.40 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AO	AO
1.10.41 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AP	AP
1.10.42 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AQ	AQ
1.10.43 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AR	AR
1.10.44 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AS	AS
1.10.45 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AT	AT
1.10.46 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AU	AU
1.10.47 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AV	AV
1.10.48 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AW	AW
1.10.49 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AX	AX
1.10.50 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AY	AY
1.10.51 Revenus hors de l'activité d'exploitation	AZ	AZ
1.10.52 Revenus hors de l'activité d'exploitation	BA	BA
1.10.53 Revenus hors de l'activité d'exploitation	BB	BB
1.10.54 Revenus hors de l'activité d'exploitation	BC	BC
1.10.55 Revenus hors de l'activité d'exploitation	BD	BD
1.10.56 Revenus hors de l'activité d'exploitation	BE	BE
1.10.57 Revenus hors de l'activité d'exploitation	BF	

[illegible]

Récapitulation 2010

Fortune

	ICI
1.1.12 Partie immobilière (autres actifs, fonds communs)	D
1.1.13 Partie banque-débitaire	F
1.1.14 Partie banque-créditrice	D
1.1.15 Partie de capital sans détachement de	D
1.1.16 Partie de capital avec détachement de	D
1.1.17 Partie actions	C
1.1.18 Partie dette (autres emprunts, emprunt obligataire)	C

	ICI
1.1.19 Partie dette (autres emprunts, emprunt obligataire)	C

Détachements (hors de la fortune et de la dette)

1.1.20 Partie dette (autres emprunts, emprunt obligataire)	C
1.1.21 Partie banque-créditrice	D
1.1.22 Partie banque-débitaire	F
1.1.23 Partie de capital sans détachement de	D
1.1.24 Partie de capital avec détachement de	D
1.1.25 Partie actions	C
1.1.26 Partie dette (autres emprunts, emprunt obligataire)	C
1.1.27 Partie dette (autres emprunts, emprunt obligataire)	C
1.1.28 Partie actions	C

Remboursement d'impôt

(à renseigner pour les personnes assujetties à l'impôt sur le revenu)

N°1000 actual

	ICI
Appréciation 1	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui

N°1000 ancien

	ICI
Appréciation 2	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui

(à renseigner "Non" = aucune déduction de l'impôt sur le revenu de la fortune)

	ICI
--	-----

page 51

Newsletter

Abonnez-vous gratuitement à la Newsletter de l'Administration fiscale cantonale et restez toujours informé! Dès que vous vous serez inscrit sur le site www.ge.ch/impots, nous serons à même de vous communiquer rapidement et simplement les dernières nouveautés du domaine fiscal.

Internet

Vous pouvez demander un délai pour le retour de votre déclaration, compléter celle-ci, modifier vos acomptes ou demander un délai de paiement directement sur le site de l'administration fiscale cantonale www.ge.ch/impots. Il suffit de vous connecter pour bénéficier de ces facilités.

Madame, Monsieur,

Nouvelle loi sur l'imposition des personnes physiques

La nouvelle loi sur l'imposition des personnes physiques, adoptée lors de la votation cantonale du 27 septembre 2009, déploie ses effets depuis le 1er janvier 2010. Pour mémoire, cette importante modification a notamment pour effet de ne plus pénaliser les couples mariés, par l'introduction du «splitting intégral» du revenu du couple, et d'alléger la charge fiscale des familles avec enfants. Bref rappel des principales nouveautés:

Nouveau barème d'imposition et splitting

La nouvelle loi prévoit pour tous les contribuables, qu'ils soient mariés ou célibataires, un barème d'imposition unique. Les contribuables mariés, les partenaires enregistrés ainsi que les personnes seules qui font ménage commun avec des enfants et pour lesquels elles assurent pour l'essentiel l'entretien voient leur revenu net imposable taxé au taux qui prévaut pour un montant équivalent à 50% de ce revenu («splitting»). Le barème d'impôt 2010 ainsi que des exemples de calcul vous sont présentés en page 53.

Frais de garde

Les couples peuvent désormais déduire des frais de garde effectifs pour des enfants jusqu'à 13 ans, lorsque, au sein du couple, tous deux exercent une activité lucrative, sont dans une incapacité durable de travailler ou sont en formation; de plus amples informations se trouvent en page 49.

Déduction pour enfant

Le système du rabais d'impôt ayant été abandonné depuis le 1er janvier 2010, la déduction pour enfants et personnes nécessiteuses vient dès lors diminuer directement le revenu imposable, à hauteur d'un montant maximal de CHF 9000.- par personne à charge pour

l'année 2010. Les conditions d'octroi de cette déduction sont développées aux pages 11 et 52.

Déduction pour rentier AVS

Une déduction décroissante suivant le revenu du rentier remplace le montant du rabais d'impôt pour les rentiers AVS/AI. Veuillez vous reporter en page 52 si vous souhaitez calculer cette déduction.

Imposition partielle des rentes du 2ème pilier

Par analogie aux dispositions fédérales existantes, une déduction de 20% du montant de la rente est autorisée depuis le 1er janvier 2010, mais uniquement pour les rentes de 2ème pilier qui ont commencé à courir avant le 1er janvier 1987 ou qui reposent sur un rapport de prévoyance antérieur au 1er janvier 1987 et qui ont commencé à courir avant le 1er janvier 2002; la page 49 est consacrée à ce thème.

Modification de vos acomptes 2011

Nous vous rappelons que lorsqu'un changement de situation intervient - cessation d'activité, divorce, retraite, augmentation ou baisse de salaire -, il est recommandé d'estimer et d'adapter le montant de vos acomptes. Cette démarche est facilement réalisable grâce à la calculatrice mise à votre disposition sur www.ge.ch/impots.

Délai pour le retour de la déclaration

Le délai général pour le retour de la déclaration fiscale 2010 est fixé au **31 mars 2011**. L'administration fiscale cantonale se tient à votre disposition pour vous faciliter la tâche dans l'accomplissement de votre devoir annuel de contribuable. Tous les numéros utiles pour nous contacter se trouvent en page 61.

Votre administration fiscale

Table des matières

Tableau synoptique	2-3	Intérêts et dettes	46-47
Introduction	4		
Déclaration 2010	6-7	Récapitulation	48-52
		Revenus divers ne servant pas à la taxation	48
		Déductions liées aux rentes de la prévoyance professionnelle	49
Page de garde	8-9	Frais de garde des enfants	49
		Déductions (frais médicaux, dons)	50
		Déduction sociale sur la fortune	51
Charge(s) de famille	10-11	Déductions pour charge de famille	52
Enfants à charge ICC	11	Déduction pour bénéficiaires de rentes AVS/AI	52
Autre(s) personne(s) à charge ou partageant votre domicile	11		
		Barèmes et calculs d'impôt	53-54
		Calcul du taux d'effort	55
Etat des titres et demande d'imputations	12-19	Calcul de l'impôt prorata temporis sur la fortune	55
Généralités	12		
Comptes bancaires et postaux	13-14	Informations	56-57
Titres suisses et étrangers	15	Changements de situation	56
Relevés fiscaux	16	Changements de domicile en 2011	56-57
Demande d'imputations	17	Païement de l'impôt 2010	58
Imposition partielle des dividendes	18-19	Païement de l'impôt 2011	59
		Acomptes 2011	59
Activité dépendante (salarié)	20-29	La contribution ecclésiastique en 7 points	60
Revenu	21-22	Contacts avec l'AFC	61
Déductions, cotisations	23-29	Codes communes, cantons, pays	62
		Index	63
Activité indépendante	30-31		
Autres revenus et fortune	32-35		
Prestations sociales	32		
Rentes, pensions et autres prestations	32-33		
Autres revenus et fortune	35-36		
Autres déductions	36-39		
Assurances	36-37		
Pensions, contributions d'entretien versées	38		
Rentes viagères payées	38		
Frais liés à un handicap	39		
Immeubles	40-45		
Immeubles occupés par le propriétaire	40-42		
Immeubles occupés par le propriétaire: exemple de calcul	42		
Immeubles locatifs ou loués	43-45		
Taux de capitalisation 2010	43		

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Département des Finances

Déclaration fiscale 2010

Déclarateur

N°

N°

Contribuable

Nom, prénoms

Famille

Nom, prénoms

Date de naissance

Date de naissance

Nat. suiss.

Nat. suiss.

Adresse

Adresse

Profession actuelle

Profession actuelle

Conjoints*

☐ Oui

☐ Non

☐ Conjoint(e) domicilié(e) au même adresse

Conjoints*

☐ Oui

☐ Non

☐ Conjoint(e) domicilié(e) au même adresse

Adresse

Cadre scolaire

Si enfant inscrit au collège ou lycée de personnes

Date d'entrée

Date d'entrée de l'année scolaire précédente (du 1^{er} au 31^{er} août)

Les déclarations fiscales obligatoires sont soumises à la condition que le contribuable soit domicilié en Suisse. Les personnes domiciliées à l'étranger, ainsi que les personnes domiciliées en Suisse mais qui ne sont pas soumises à l'impôt, ne sont pas tenues de déclarer.

Signature

Cadre fiscal

Cantons

Communes

Date

Si vous ne remplissez pas toutes les cases, votre déclaration sera incomplète

Nat. suiss.

Nat. suiss.

A retourner obligatoirement

Les personnes soumises à l'impôt sur le revenu et les personnes domiciliées en Suisse doivent retourner la déclaration fiscale. Les personnes domiciliées à l'étranger, ainsi que les personnes domiciliées en Suisse mais qui ne sont pas soumises à l'impôt, ne sont pas tenues de déclarer.

Administration fiscale cantonale

Déclaration personnelle physique

Cases possibles 2010

12/11 Genesve 3

* Les conjoints sont considérés comme domiciliés au même adresse que le contribuable.

[illegible]

Afin de respecter les dispositions légales qui découlent de la loi sur le partenariat enregistré (LPart), les dénominations **Contribuable** et **Conjoint** sont utilisées pour l'ensemble des formulaires de la déclaration fiscale.

Ainsi, le contribuable célibataire, veuf, divorcé, séparé de corps ou de fait complétera les rubriques portant la mention **Contribuable**.

Les conjoints vivant en ménage commun, lorsqu'ils sont mariés ou liés par un partenariat enregistré, compléteront la déclaration fiscale comme suit. La personne dont l'identité est imprimée sur la partie gauche de la déclaration fiscale, remplira les rubriques **Contribuable**. Son conjoint, dont l'identité est imprimée sur la partie droite de la déclaration fiscale, complètera les rubriques **Conjoint**.

Il est important de remplir les rubriques qui vous sont assignées avec la plus grande exactitude afin que, notamment, lorsqu'il est demandé, le calcul de la part d'impôt de chacun des conjoints puisse être effectué correctement.

Les éléments des enfants dont le contribuable a la charge figureront dans les rubriques **Enfant**.

Déclaration 2010

Traitement de la déclaration fiscale

Pour les contribuables qui complètent leur déclaration manuellement, veuillez respecter les modèles ci-contre

Correct	Faux	Correct	Faux
<input type="text"/> <input type="text"/> 9 2 0 0	9 2 0 0 <input type="text"/> <input type="text"/>	T E X T E	<input type="text"/> T E X T E
	<input type="text"/> <input type="text"/> 9 2 0 0		T e x t e
	0 0 9 2 0 0		t e x t e
	- - 9 2 0 0		

Ne pas biffer les cases et pages inutilisées

L'administration fiscale propose aux contribuables qui n'utilisent pas le logiciel GeTax (ou d'autres logiciels agréés) des formulaires de déclaration précasés.

Cette présentation permet de récupérer de manière semi-automatique toutes les données utiles à la taxation. Pour ce faire, les zones d'écriture ont été structurées et prennent la forme de cases comme on le connaît, notamment, pour les bulletins de versement (BVR).

Recommandations en vue de la reconnaissance de l'écriture

Si vous complétez votre déclaration à la main, veuillez à :

- vous servir exclusivement des documents originaux fournis par l'AFC
- utiliser un stylo noir ou bleu foncé
- arrondir les chiffres au franc près, ne pas reporter les centimes (sauf pour les imputations, annexe F)
- écrire uniquement dans les cases prévues et en majuscules
- ne pas biffer les cases ou pages inutilisées
- soigner, autant que possible, votre écriture
- respecter les exemples donnés ci-dessus

Recommandations en vue de la numérisation de la déclaration fiscale

Dès son arrivée à l'administration fiscale, votre déclaration sera numérisée (stockage électronique) avant d'être traitée. Afin d'optimiser le traitement de votre dossier, nous vous saurions gré de vous conformer aux règles suivantes :

- ne pas utiliser de trombones, agrafes, attaches parisiennes, etc.
- ne pas utiliser de "Post-It®", notes collées ou scotchées ainsi que toute note volante inférieure au format A4

Choix des formulaires

Comme l'année dernière, les utilisateurs du logiciel GeTax Internet et des logiciels agréés ont la possibilité de choisir, en fonction de leurs besoins, les documents et annexes qui leur seront envoyés l'an prochain par l'administration fiscale. Cet envoi personnalisé permet de diminuer fortement la quantité de papier utilisé. Nous incitons les contribuables à contribuer à diminuer le gaspillage des ressources en ne commandant que les documents nécessaires et rappelons que le logiciel GeTax est toujours disponible au téléchargement sur le site **www.getax.ch**

Des formules et CD-Rom supplémentaires sont disponibles, 24h/24h, au **022 546 94 00** (serveur vocal).

DECLARATION FISCALE 2010

Informations personnelles

Nom, Prénoms : _____

Date de naissance : _____

État civil : _____

Nationalité : _____

Profession principale : _____

Informations fiscales

Catégorie fiscale : _____

Revenu : _____

Date de déclaration : _____

Informations relatives à la déclaration

Date de déclaration : _____

Date d'envoi : _____

Date de réception : _____

Informations relatives à la déclaration

Date de déclaration : _____

Date d'envoi : _____

Date de réception : _____

à retourner obligatoirement

Cette page principale comporte des informations qui nous permettent de traiter rapidement l'enregistrement de votre déclaration.

Sur cette feuille vous devez fournir des informations concernant votre situation personnelle et professionnelle et, si c'est le cas, sur les personnes qui composent votre ménage.

Des réponses précises à ces questions permettront à l'administration fiscale d'appliquer au plus juste les barèmes et les déductions auxquels vous avez droit.

Enfin, pour toute communication avec l'administration fiscale cantonale, nous vous remercions de nous indiquer votre numéro de contribuable, tel qu'imprimé sur votre déclaration.

A joindre impérativement à votre déclaration fiscale, selon votre situation

Annexe A Activité lucrative dépendante:

- les certificats de salaire et leurs annexes
- les certificats des revenus de remplacement (chômage, maladie, assurances, etc)
- les justificatifs des tantièmes et jetons de présence perçus
- les attestations de rachat au 2ème pilier (formulaire 21EDP)
- les attestations des cotisations versées au 3ème pilier A et au 3ème pilier B (assurance-vie)

Annexe B Activité lucrative indépendante:

- les comptes commerciaux de l'activité lucrative indépendante

Annexe C Rentes et autres revenus:

- les certificats des rentes perçues
- les certificats des autres revenus

Annexe D Immeubles:

- l'état locatif annuel pour les immeubles locatifs

Annexe F Etat des titres:

- les attestations originales des gains de jeux (loterie, etc.)
- les relevés fiscaux dans lesquels sont regroupés toutes les positions d'un portefeuille de titres (actions, obligations, etc.)
- les bordereaux d'encaissement de coupons RSI/IFI

A joindre à votre déclaration fiscale, que si ces éléments apparaissent pour la première fois en 2010

Annexe E Dettes:

- les justificatifs des intérêts et des dettes hypothécaires ou chirographaires

Page principale:

- les copies des jugements de divorce ou de séparation

Ne pas joindre ces justificatifs à la déclaration fiscale, mais les tenir à disposition de l'administration fiscale, en cas de demande ultérieure

Annexe D Immeubles:

- les factures des frais effectifs d'entretien d'immeubles occupés ou loués

Annexe F Etat des titres:

- les attestations remises par les banques ou La Poste concernant vos comptes salaires, comptes épargne, etc.

Page principale:

- les justificatifs des frais médicaux ou dentaires
- les justificatifs des dons et des versements bénévoles

Ne pas retourner à l'administration fiscale les annexes inutilisées.

Déclaration fiscale

	<h1 style="color: red; margin: 0;">1</h1> <p>Déclaration à retourner avant le ...</p>	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content; margin-left: auto;">P</div>
--	---	--

Contribuable	Conjoint
Nom, prénom _____	Nom, prénom _____
Date de naissance _____	Date de naissance _____
Etat civil _____	Etat civil _____
Nationalité _____	Nationalité _____
Profession exercée _____	Profession exercée _____
Confession* <input type="checkbox"/> Protestant <input type="checkbox"/> Catholique Chrétien <input type="checkbox"/> Catholique Romain <input type="checkbox"/> Autres / Sans	Confession* <input type="checkbox"/> Protestant <input type="checkbox"/> Catholique Chrétien <input type="checkbox"/> Catholique Romain <input type="checkbox"/> Autres / Sans

Adresse _____ Si vous êtes arrivé en 2010, lieu de provenance <div style="border: 1px solid gray; height: 30px; width: 100%;"></div>	Code commune Date d'arrivée <div style="border: 1px solid gray; padding: 2px; display: flex; gap: 5px;"> JJMM </div>
---	---

2

3

Loyer annuel du domicile personnel en 2010 CHF

4

Transmission par Internet

Les contribuables qui nous transmettent leur déclaration par Internet voudront bien joindre, à la page de synthèse signée qu'ils nous renvoient, uniquement les justificatifs demandés, à l'exclusion des formulaires de déclaration pré-imprimés (annexes et page de garde).

1 Délai de retour

Votre déclaration est à retourner à l'administration fiscale cantonale pour la date mentionnée sur la déclaration. S'il vous est impossible, pour de justes motifs, de nous la renvoyer à cette date, vous pourrez obtenir un délai jusqu'au 30 juin 2011 en composant 24h/24h le **022 546 94 00** (serveur vocal) ou sur le site **www.ge.ch/impots**

Les demandes de prolongation au-delà du 30 juin 2011 doivent être écrites et motivées.

2 Contribution ecclésiastique

En complétant cette rubrique, vous connaîtrez le montant indicatif de votre contribution ecclésiastique volontaire.

Si la somme des montants que vous avez versés au titre des impôts cantonaux et communaux est supérieure au montant mentionné au total 2 du bordereau, la différence est réputée être destinée à la contribution ecclésiastique figurant sur le bordereau et lui est affectée jusqu'à concurrence de son montant. Seul l'excédent est remboursé au contribuable.

Si vous ne souhaitez pas que ce montant soit affecté à la contribution ecclésiastique volontaire, vous devez le formuler par écrit à l'administration fiscale cantonale. A ce sujet, des explications complémentaires vous sont données en page 60 par les trois Eglises reconnues d'utilité publique.

3 Adresse et code commune

Indiquez votre adresse au 31.12.2010 ou à la fin de votre assujettissement. Afin de permettre à l'administration fiscale d'attribuer correctement la part d'impôt qui revient à votre commune de domicile, il est indispensable d'indiquer le code de votre commune politique qui peut différer de celle figurant sur l'adresse postale. Vous trouverez les codes communes nécessaires à la page 62.

4 Loyer

Cet élément n'entre pas en compte pour la détermination de l'impôt, mais il est nécessaire pour l'appréciation de votre situation fiscale.

[illegible]

G₂

Charge(s) de famille 2010

Autres personnes à charge

Personnes vivant au domicile du contribuable, ou ailleurs, et qui ne sont pas à charge du contribuable au titre de la taxe d'habitation ou de la taxe foncière

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

Statut au 1^{er} janvier 2010

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Divorcé ☐ Veuf ☐ Pacsé ☐ Union libre

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

Statut au 1^{er} janvier 2010

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Divorcé ☐ Veuf ☐ Pacsé ☐ Union libre

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

Statut au 1^{er} janvier 2010

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Divorcé ☐ Veuf ☐ Pacsé ☐ Union libre

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

Statut au 1^{er} janvier 2010

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Divorcé ☐ Veuf ☐ Pacsé ☐ Union libre

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

Statut au 1^{er} janvier 2010

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Divorcé ☐ Veuf ☐ Pacsé ☐ Union libre

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

Statut au 1^{er} janvier 2010

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Divorcé ☐ Veuf ☐ Pacsé ☐ Union libre

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

Statut au 1^{er} janvier 2010

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Divorcé ☐ Veuf ☐ Pacsé ☐ Union libre

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

Statut au 1^{er} janvier 2010

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Divorcé ☐ Veuf ☐ Pacsé ☐ Union libre

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

Statut au 1^{er} janvier 2010

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Divorcé ☐ Veuf ☐ Pacsé ☐ Union libre

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

Statut au 1^{er} janvier 2010

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Divorcé ☐ Veuf ☐ Pacsé ☐ Union libre

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

Statut au 1^{er} janvier 2010

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Divorcé ☐ Veuf ☐ Pacsé ☐ Union libre

Nom et prénom

Date de naissance

Votre lien personnel

☐ Conjoint ☐ Partenaire ☐ Fils ☐ Fille ☐ Enfant à charge ☐ Autre

</

Charge(s) de famille 2010

Enfant(s) à charge ayant moins de 25 ans révolus, né(s) après le 31 décembre 1985

Si vous êtes un-e contribuable célibataire, veuf-ve, divorcé-e, séparé-e de corps ou de fait veuillez nous informer si, pour l'un des enfants déclarés ci-après: vous faites ménage commun avec lui et vous en assurez pour l'essentiel l'entretien

☐ Oui ☐ Non

1

Nom et prénom

Date de naissance

Fortune brute

Revenus bruts

N° de contribuable pour les enfants majeurs domiciliés à Genève

Activité au 31.12.2010

☐ Ecolier, étudiant, apprenti ☐ Employé, ouvrier ☐ Autres

Autres personnes à charge

Si vous êtes un-e contribuable célibataire, veuf-ve, divorcé-e, séparé-e de corps ou de fait veuillez nous informer si, pour l'une des personnes déclarées ci-après: vous faites ménage commun avec elle et vous en assurez pour l'essentiel l'entretien

☐ Oui ☐ Non

2

Nom et prénom

Date de naissance

Fortune brute

Revenus bruts

Prestation versée en 2010

Lien de parenté

☐ Parent ou enfant ☐ Autre lien de parenté ☐ Aucun

Domicile au 31.12.2010

☐ GE ☐ CH ☐ Etranger

1 Enfants à charge

ICC

Tous les enfants, de moins de 25 ans révolus et qui sont fiscalement à votre charge au 31 décembre 2010, sont à mentionner dans cette rubrique.

Sont considérés comme étant à charge fiscalement:

- pour celui des parents qui en assure l'entretien, les enfants mineurs dont le revenu brut total ne dépasse pas **CHF 15333.-** par année
- pour celui des parents qui pourvoit à son entretien, les enfants majeurs, apprentis ou étudiants, dont le revenu brut total ne dépasse pas **CHF 15333.-** et dont la fortune brute totale ne dépasse pas **CHF 87500.-**

Sont considérés comme étant à demi-charge fiscalement:

- pour celui des parents qui en assure l'entretien, les enfants mineurs dont le revenu brut total est compris entre **CHF 15333.-** et **CHF 23000.-** par année
- pour celui des parents qui pourvoit à son entretien, les enfants majeurs, apprentis ou étudiants, dont le revenu brut total est compris entre **CHF 15333.-** et **CHF 23000.-** et dont la fortune brute totale ne dépasse pas **CHF 87500.-**

Lorsqu'un enfant est à charge de plusieurs contribuables, la déduction pour charge de famille est répartie entre ceux-ci (voir page 52).

2 Autre(s) personne(s) à charge

ICC

Indiquez ici les ascendants, descendants (autres que ceux mentionnés à l'annexe **G1**), frères, sœurs, oncles, tantes, neveux et nièces qui sont dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins. Il vous appartient de justifier que ces personnes sont sans ressources et que vous fournissez des prestations à leur égard. Sont considérés à charge fiscalement:

- pour celui de leur proche qui pourvoit à leur entretien, les proches nécessiteux dont le revenu brut total ne dépasse pas **CHF 15333.-** par année et dont la fortune brute totale ne dépasse pas **CHF 87500.-**

Sont considérés comme étant à demi-charge fiscalement:

- pour celui de leur proche qui pourvoit à leur entretien, les proches nécessiteux dont le revenu brut total est compris entre **CHF 15333.-** et **CHF 23000.-** par année et dont la fortune brute totale ne dépasse pas **CHF 87500.-**

Lorsqu'une personne est à charge de plusieurs contribuables, la déduction pour charge de famille est répartie entre ceux-ci (voir page 52).

1 et 2

IFD

Les normes d'attribution des charges de famille en matière d'impôt fédéral direct divergent de celles fixées au niveau cantonal. Vous pouvez vous référer aux informations en page 52.

[illegible]

L'état des titres permet de déterminer la fortune mobilière du contribuable ainsi que les rendements qui en découlent et représente également la formule officielle pour les demandes d'imputations telles que l'impôt anticipé (IA), la retenue supplémentaire d'impôt (RSI), à l'exception de l'imputation forfaitaire d'impôt (IFI), qui est à demander par les formulaires DA-1 ou DA-3.

Sont considérés comme fortune mobilière tous les comptes bancaires et postaux, les fonds de rénovation, les dépôts de titres (toutes catégories de placement confondues), les créances diverses, les participations dans des entreprises en Suisse ou à l'étranger, les plans d'intéressement en actions ou en options de collaborateur, etc. et ce indépendamment du fait que ces valeurs soient déposées en Suisse ou à l'étranger.

L'état des titres est axé sur 3 grandes catégories: les comptes (liquidités), les titres (de toutes natures) et les relevés fiscaux dans lesquels sont regroupés toutes les positions d'un portefeuille de titres. En raison du précasage (nécessaire à la lecture automatique des données), certaines colonnes chiffrées ou textuelles sont limitées en nombre de caractères. La version informatique Ge-Tax offre le cas échéant davantage d'espace de remplissage.

Chaque membre d'une même famille remplissant une seule déclaration fiscale indique ses avoirs mobiliers et leurs rendements à l'exception des enfants majeurs qui doivent les indiquer dans leur propre déclaration fiscale.

Dès 2009, une 4ème catégorie a été créée conséquemment aux modifications législatives votées par le peuple en 2008 et 2009 (réforme des entreprises II). Elle fait l'objet d'une annexe particulière F3 ou F4 intitulée "Participations qualifiées".

Etat des titres 2010 et demande d'imputations

Comptes bancaires et postaux

Renseignements

Indiquez le code commune de votre lieu de domicile au 31 décembre 2010: 6 6 1 5

Etes-vous arrivé à Genève en 2010? ☐ Oui ☒ Non

Etes-vous citoyen des Etats-Unis d'Amérique? ☐ Oui ☒ Non

Etat des titres 2010 et demande d'imputations

Participez-vous en 2010 à une succession non partagée? ☒ Oui ☐ Non (Si oui, vous référer à la feuille C2)

Participez-vous en 2010 à des sociétés de personnes? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, lesquelles? (Société en nom collectif ou commandite simple)

Comptes bancaires et postaux

Numéro de compte (8 dernières positions du code IBAN)	Nom de l'établissement	Intérêts bruts soumis à l'impôt anticipé	Intérêts bruts non soumis à l'impôt anticipé	Solde du compte au 31.12.2010	Retenue supplémentaire d'impôt (RSI)	Frais bancaires	Intérêts échus de capitaux d'épargne	Civilité	E*
5 3 2 0 0 B H Q	B A N Q U E A B C	2 0 1		1 4 9 2 9		1 2	2 0 1	X	
4 1 0 1 1 Y Y Z	B A N Q U E D E F		5 0	4 2 5 0			5 0	X	X
C H 1 2 3 9 8 7	B A N Q U E X Y Z		2 7	1 4 3 0		8 4	2 7	X	X
9 7 3 2 1 A B C	F D S R E N O V P P E J K L		6 1	5 0 1 2		3	3 0	X	
4 7 9 5 6 0 0 0	P O S T E		3 0	2 3 7 0				X	X
Report sous-total titres (feuille F2)		2 0 1	1 6 8	2 7 9 9 1		9 9	3 0 8		

Renseignements

Répondez exhaustivement aux questions posées.
Voici quelques indications complémentaires:

Indiquez le code commune de votre lieu de domicile au 31 décembre 2010

En cas de domicile en Suisse, indiquez votre commune de résidence. En cas de domicile à l'étranger, indiquez votre pays de résidence. Vous trouverez un index des codes à la page 62.

Êtes-vous citoyen des Etats-Unis d'Amérique?

Si vous possédez la double nationalité américano-suisse, cochez "oui" dans la case correspondante.

Participez-vous à une succession non partagée?

Si vous participez à une succession non partagée au cours de l'année fiscale 2010, veuillez remplir l'annexe spéciale "succession non partagée" disponible sur internet www.ge.ch/impots, sur le cd-rom GeTax 2010 ou sur demande auprès du Service des titres.

1 Numéro de compte

Indiquez les 8 dernières positions (chiffres et/ou lettres) du code IBAN (numéro de compte standardisé) sans espaces ni séparateurs.

2 Nom de l'établissement

Indiquez le nom de l'établissement bancaire ou postal auprès duquel est déposé votre avoir mobilier.

3a Intérêts bruts soumis et

3b Intérêts bruts non soumis à l'impôt anticipé

Indiquez sous la colonne correspondante le montant de l'intérêt brut crédité arrondi au franc près (pas de décimale). Les intérêts de comptes déposés à l'étranger ne sont pas soumis à l'impôt anticipé suisse et doivent être indiqués dans la colonne **3b**. S'agissant des intérêts crédités sur des comptes bancaires déposés en Suisse, ces derniers sont en principe soumis à l'impôt anticipé et doivent figurer sous la colonne **3a**.

Particularité: dès le 1er janvier 2010, l'impôt anticipé n'est plus perçu sur les intérêts d'avoir inférieurs à 200.-, toute catégorie de compte confondue.

Le remboursement de l'impôt anticipé prélevé sur les fonds de rénovation de PPE n'est pas possible par le biais de l'état des titres, mais doit être demandé par la copropriété, au moyen de la formule 25 (se référer à la notice fédérale y relative édition 10.2006 réf. S-025.133 disponible sur internet www.estv.admin.ch).

Titres suisses et étrangers

[illegible]

9 Nombre de parts ou valeur nominale

Indiquez le nombre d'actions, de parts, ou la valeur nominale du titre que vous détenez.

10 Désignation des valeurs

Indiquez le nom du titre que vous détenez.

Si l'intitulé s'avère plus long que le nombre de cases prévues à cet effet, vous pouvez l'abrégé en veillant toutefois à ce qu'il demeure compréhensible.

11 Numéro de valeur

Indiquez le numéro de valeur de votre titre. Habituellement, ce numéro est composé de 6 à 8 chiffres.

12 Titre acheté ou vendu en 2010

Si le titre en question a été acheté ou vendu en 2010, indiquez la date de la façon suivante: A1105 = Achat le 11 mai; V0212 = Vente le 2 décembre

13a Rendements bruts soumis et

13b Rendements bruts non soumis à l'impôt anticipé

Indiquez sous la colonne correspondante le montant du rendement brut réalisé, arrondi au franc près (pas de décimale). Les rendements de titres étrangers ne sont pas soumis à l'impôt anticipé suisse et doivent être indiqués dans la colonne **13b**. S'agissant des rendements de placement suisse, ces derniers sont en principe soumis à l'impôt anticipé et doivent figurer

sous la colonne **13a**. S'agissant des gains de loterie, les rendements inférieurs à CHF 50.- ne sont pas soumis à l'impôt anticipé et doivent figurer dans la colonne **13b**. Les gains supérieurs à CHF 50.- sont quant à eux soumis à l'impôt anticipé et doivent figurer sous la colonne **13a**. Pour bénéficier du remboursement de l'impôt anticipé il est impératif de joindre l'attestation originale du gain.

14 Valeur impossible

Indiquez le cours fiscal établi à la fin de la période fiscale s'agissant d'un titre coté en bourse (se référer à la liste des cours éditée par l'Administration fédérale des contributions disponible sur internet www.ictax.admin.ch). Un titre non coté doit être indiqué à sa valeur vénale selon les principes établis par les instructions concernant l'estimation des titres non cotés (circulaire 28 CSI), disponible sur internet www.ge.ch/impots

15 Retenue supplémentaire d'impôt (RSI)

La retenue supplémentaire d'impôt (à ne pas confondre avec l'imputation forfaitaire d'impôt voir page 17) concerne l'encaissement de dividendes et d'intérêts de source américaine qui vous sont versés par le biais d'un intermédiaire bancaire ou financier domicilié en Suisse. Le taux de retenue est de 15% du rendement brut. A noter que, pour bénéficier du remboursement de la retenue supplémentaire d'impôt, vous devez joindre impérativement les bordereaux d'encaissement (ou relevés fiscaux) des titres qui ont subi cette retenue.

Relevés fiscaux

Relevés fiscaux																																																																											
Numéro du dépôt 7 dernières positions		Nom de l'établissement		Rendements soumis à l'impôt anticipé		Rendements non soumis à l'impôt anticipé		Valeur imposable au 31.12.2010		Retenue supplémentaire d'impôt (RSI)		Frais bancaires		Intérêts échus de capitaux d'épargne		Civilité*		E*																																																									
6	7	3	B	B	0	0	B	A	N	Q	U	E	V	W	X	2	3	7	0	7	4	5	0	4	2	3	7	0	1	2	3	5	5	0	1	0	8	2	2	1	4	0	X																																
18						19						20a						20b						20c						16						17																																							
Report feuille(s) supplémentaire(s)																		2		3		7		0		7		4		5		0		4		2		3		7		0		1		2		3		5		5		0		1		0		8		2		2		1		4		0					
Sous-total relevés fiscaux A reporter au recto de la page																		2		3		7		0		7		4		5		0		4		2		3		7		0		1		2		3		5		5		0		1		0		8		2		2		1		4		0					

16 Frais bancaires - Titres et Relevés fiscaux

Sont déductibles fiscalement au titre de frais liés à la possession de portefeuilles de titres:

- Les droits de garde et frais ordinaires pour l'administration de titres placés sous dépôt auprès d'un établissement bancaire
- Les frais d'encaissement de coupons et d'affidavit
- Les frais de gestion à hauteur de 50% (se référer à l'information aux associations professionnelles n°8/2004 disponible sur internet www.ge.ch/impots)
- Les frais d'établissement des relevés fiscaux
- Les frais intégrés (flat fees; all in fees) à hauteur de 45%*
- Les frais de location de coffre (safe)

En revanche, ne sont pas admis, notamment:

- Les commissions d'achat et de vente de titres
- Les frais de courtage et taxes de négociation
- Le dédommagement pour le travail personnel du contribuable
- Les frais d'établissement de la déclaration fiscale
- Les frais d'amélioration de la fortune (commissions de performance)

S'agissant des gains de loterie, seule la mise ayant généré le gain est déductible (joindre les justificatifs y relatifs).

* Se référer à l'information aux associations professionnelles n°8/2004 disponible sur internet www.ge.ch/impots

17 Intérêts échus de capitaux d'épargne - Titres et Relevés fiscaux

Sont déductibles au titre d'intérêts échus de capitaux d'épargne:

- Les intérêts sur obligations à taux fixe et bons de caisse qu'ils soient suisses ou étrangers (les obligations contenant un droit de conversion ou d'option ne sont pas considérées comme des obligations ordinaires, mais comme des produits dérivés/structurés non déductibles au titre d'intérêts d'épargne)
- Les rendements sur fonds de placement exclusivement obligataires (type "Bonds", "Fixed Income", etc.)

Nous vous rappelons que la somme des intérêts échus de capitaux d'épargne est cumulée avec la déduction pour prime d'assurance-vie puis limitée au maximum des plafonds fixés par la loi (voir page 37).

18 Numéro du dépôt

Indiquez les 7 dernières positions de votre numéro de dépôt de titres sans espaces ni séparateurs.

19 Nom de l'établissement

Indiquez le nom de l'établissement bancaire dans lequel est placé votre portefeuille de titres.

20a Rendements bruts soumis et

20b Rendements bruts non soumis à l'impôt anticipé

Imputations

Report sous-total participations qualifiées (feuilles F3-F4)		3 7 6 4		9 4 3 1		5 6 3 1 0 7		2 3 5 5 0		1 3 0 6		3 8 4 9	
Totaux													
<p>Imputations</p> <p>Impôt anticipé 21</p> <p>Retenue supplémentaire d'impôt (RSI) 23</p> <p>Imputation forfaitaire d'impôt (IFI) 22</p>													
35%		1 3 1 7 4 0		1 3 1 9 5		2 3 7 0							
		4 2 5 5 0		3 0		5 6 0 7 3 7							
		2 3 5 5 0		1 3 1 6 5									
<p>Déduction applicable pour l'imposition partielle (feuille F3) 25</p> <p>Déduction du total des revenus et fortune déjà comptabilisés dans l'activité indépendante (coche E) 24</p> <p>Revenus et fortune mobiliers totaux</p> <p>A reporter sur feuille recapitulative, code 14.00, col. 1 et 2 (revenu) et 3 (fortune)</p>													

1 Civilité: Indiquez la civilité à laquelle appartient l'avoir mobilier: 1 contribuable, 2 conjoint, 3 enfant(s) ou 1 et 2 pour les comptes joints
2 E = Exploitation: Cochez cette case si l'avoir concerné est déjà comptabilisé dans les actifs commerciaux (indépendant seulement)

20c Valeur imposable

En disposant d'un relevé fiscal, vous économisez un report "position par position" de votre portefeuille de titres au profit d'un total regroupé. Reportez le total des revenus soumis dans la colonne **20a**, puis non soumis à l'impôt anticipé dans le colonne **20b**. L'évaluation de fortune globale à la fin de la période fiscale est à retranscrire sous la colonne **20c**.

21 Impôt anticipé

Calculez le 35% du total des rendements soumis à l'impôt anticipé arrondi aux 5 centimes près. L'impôt anticipé est imputé du total des impôts cantonaux et communaux (ICC) et figure sous la rubrique "Imputations" du bordereau.

22 Imputation forfaitaire d'impôt (IFI)

Les rendements de titres ayant subi une imposition à la source à l'étranger peuvent bénéficier de l'imputation forfaitaire (totale ou partielle) en vertu des conventions de double imposition conclues entre la Suisse et les Etats contractants.

Les rendements bruts sujets à l'imputation forfaitaire doivent figurer dans la colonne "non soumis à l'impôt anticipé".

Pour bénéficier de l'imputation forfaitaire vous devez impérativement remettre en annexe à votre état des

titres une formule DA-1 (dividendes et intérêts) ou DA-3 (redevances de licences) dûment remplie, datée et signée. Ces formules sont disponibles sur www.ge.ch/impots. Il n'y a pas de remboursement accordé si le montant de l'imputation forfaitaire est inférieur à CHF 50.-. Dans ce cas, le rendement brut doit être diminué de l'impôt étranger non récupérable.

23 Retenue supplémentaire d'impôt (RSI)

Reportez ici le total de la retenue supplémentaire d'impôt figurant sous la colonne du même nom. Ce montant est également imputé du total des impôts cantonaux et communaux (ICC) et figure sous la rubrique "Imputations" du bordereau.

24 Revenus et fortune déjà comptabilisés

Reportez dans ces deux rubriques la somme des revenus, respectivement de la fortune, des avoirs qui sont déjà comptabilisés dans les comptes de l'activité indépendante pour lesquels vous avez coché la case "E" (Exploitation).

25 Déduction applicable pour l'imposition partielle (feuille F3)

Reportez ici le montant de la déduction de 40% applicable pour l'imposition partielle de rendements de participations qualifiées de la fortune privée.

Imposition partielle des dividendes - Réforme II des entreprises

La réforme II de l'imposition des entreprises prévoit dès la période fiscale 2009, une imposition partielle des dividendes, parts de bénéfice, excédents de liquidation et prestations appréciables en argent de participations qualifiées de la fortune privée et commerciale.

Cette disposition consiste en une atténuation de la double imposition économique au moyen d'un abattement sur les rendements de droits de participations dites "qualifiées". Sont concernés par cette imposition réduite, uniquement les actionnaires possédant 10% et plus du capital-actions ou du capital-social de la société.

Afin de distinguer les titres répondant à cette définition, un formulaire spécifique complémentaire à l'état des titres 2010 (annexes **F3** et **F4**) peut être commandé à l'Administration fiscale cantonale. Toutefois, les logiciels de déclaration fiscale agréés éditent automatiquement ces formulaires et les contribuables les utilisant n'ont pas besoin d'en faire la demande.

A noter encore que le rendement de bons de jouissance, de parts de placements collectifs de capitaux (fonds de placement), d'instruments financiers hybrides, de même que les intérêts d'obligations, de prêts ou d'autres avances ne sont pas visés par l'atténuation de la double imposition économique et ne doivent donc pas figurer sur les annexes **F3** ou **F4**.

Pour plus de précisions, vous pouvez vous référer aux circulaires fédérales n°22 du 16 décembre 2008 (fortune privée) ou n°23 du 17 décembre 2008 (fortune commerciale) disponibles sur internet **www.estv.admin.ch**

Participations qualifiées de la fortune privée (F3)

L'abattement se monte à 40% pour les rendements de participations qualifiées de la fortune privée.

Les revenus bruts et la fortune des titres indiqués sur cette feuille doivent être reportés sous la rubrique "sous-total participations qualifiées" de la feuille **F1**. La déduction de 40% doit, quant à elle, être reportée sous la rubrique "déduction applicable pour l'imposition partielle" figurant en bas à droite de la feuille **F1**.

Le % détenu dans le capital de la société doit être indiqué pour chaque participation.

Les titres indiqués sur l'annexe **F3** ne doivent plus figurer sous la rubriques "Titres suisses et étrangers" de la feuille **F2** au risque d'être imposés à double. A noter qu'une participation de 10% et plus qui n'a pas généré de distribution en 2010, doit néanmoins figurer dans l'annexe **F3**.

Participations qualifiées de la fortune commerciale (F4)

L'abattement se monte à 50% pour les rendements de participations qualifiées de la fortune commerciale.

Les revenus bruts et la fortune des titres indiqués sur cette feuille doivent être reportés sous la rubrique "sous-total participations qualifiées" de la feuille **F1**.

Les revenus bruts sont à reporter dans un compte distinct au sens de la circulaire No 23 de l'AFC du 17 décembre 2008 afin de déterminer la déduction applicable pour l'imposition partielle. Le montant de la déduction calculé dans le compte distinct est à reporter sur la feuille **B2**, code 12.18.

Le % détenu dans le capital de la société doit être indiqué pour chaque participation.

Les titres indiqués sur la feuille **F4** ne doivent plus figurer sous la rubrique "Titres suisses et étrangers" de la feuille **F2** au risque d'être imposés à double. A noter qu'une participation de 10% et plus qui n'a pas généré de distribution en 2010, doit néanmoins figurer dans l'annexe **F4**.

[illegible]

Contribuable

[illegible]

Conjoint

Si vous exercez une activité lucrative dépendante (salarié) ou si vous bénéficiez d'allocations remplaçant le revenu d'activité lucrative dépendante, veuillez compléter la feuille A et suivre les instructions mentionnées ci-contre.

Chaque conjoint déclare séparément ses revenus bruts ainsi que les déductions qui leur sont liées dans la partie qui le concerne, Contribuable ou Conjoint.

Activité dépendante 2010

Revenu

Nom et adresse de(s) l'employeur(s) - un employeur par ligne		Taux d'activité %	Code commune	ICC et IFD 1. et 2. Revenu brut
11.10-1				
11.10-2				
11.10-3				
11.15	Bonus, gratification			
11.30	Tantièmes, jetons de présence, etc.			
11.40	Actions et/ou options de collaborateur			
11.50	Perte de salaire Chômage, maladie, accident, militaire			

11.10 Contribuable

21.10 Conjoint

Salaires bruts

Nous vous demandons d'indiquer avec précision les éléments suivants:

- le nom et l'adresse de votre(vos) employeur(s)
- le code de la commune dans laquelle vous travaillez (voir page 62)
- le salaire brut figurant sur votre certificat de salaire sous réserve des points ci-après qui doivent être clairement ventilés

11.15 Contribuable

21.15 Conjoint

Bonus, gratification

Indiquez les montants bruts perçus.

Allocations familiales

Les sommes perçues à ce titre doivent être déclarées au point 16.63, annexe C2 (voir page 35).

11.30 Contribuable

21.30 Conjoint

Tantièmes, jetons de présence, etc.

Indiquez les montants bruts perçus.

11.40 Contribuable

21.40 Conjoint

Actions et/ou options de collaborateur

Veillez indiquer ici le revenu imposable correspondant:

- pour les **actions libres** de collaborateurs, à la différence entre le prix d'acquisition et la valeur vénale du titre à la date de remise
- pour les **actions bloquées** de collaborateurs, à la différence entre le prix d'acquisition et la valeur vénale réduite d'un escompte correspondant à la durée de blocage du titre
- pour les **options librement transférables**, à la différence entre la valeur effective de l'option et le prix d'attribution
- pour les **options assorties d'un délai de blocage**, soit (sous réserve de modifications légales):
 - a) si l'option qualifie pour une imposition à l'exercice, sur la différence entre le prix d'exercice convenu et la valeur du sous-jacent au moment de l'exercice de l'option;
 - b) si l'option qualifie pour une imposition à l'octroi, sur la valeur de l'option déterminée en application des méthodes d'évaluation reconnues par la pratique.

Veillez joindre le document annexe au certificat de salaire.

11.50 Contribuable

21.50 Conjoint

Perte de salaire, chômage, maladie, maternité, accident, militaire

Indiquez les montants bruts perçus.

Revenu

11.51	Revenu minimum cantonal d'aide sociale RMCAS	
11.60	Vacances, ponts, jours fériés, intempéries, prestations en nature	
11.70	Prestations en capital Indemnité à la fin des rapports de service, indemnité de licenciement, etc.	
11.00	Total A reporter sur la feuille récapitulative, code 11.00 col. 1 et 2	

11.51 Contribuable

21.51 Conjoint

Il s'agit ici de déclarer le revenu minimum cantonal d'aide sociale RMCAS perçu en 2010.

11.60 Contribuable

21.60 Conjoint

Vacances, ponts, jours fériés, intempéries, prestations en nature

Indiquez les montants bruts perçus.

11.70 Contribuable

21.70 Conjoint

Prestations en capital

Sont notamment imposables les prestations en capital perçues:

- à la fin des rapports de service
- en remplacement de prestations périodiques
- au titre d'indemnités de licenciement

ainsi que les indemnités diverses (prohibition de la concurrence, renonciation à l'exercice d'une activité, etc.).

Taux d'imposition des prestations en capital

Si la prestation en capital est assimilée à un simple complément de salaire, elle ne fera pas l'objet d'une conversion pour la détermination du taux d'imposition; elle sera additionnée aux autres revenus imposables.

Lorsque les conditions objectives de la situation témoignent en faveur d'une prestation en capital versée en remplacement de prestations périodiques futures, il est procédé à une conversion en vue de déterminer le taux d'imposition.

L'information N° 5/2000 du 11 novembre 2000 de notre administration est à votre disposition pour plus de détails. Vous pourrez l'obtenir sur notre site internet **www.ge.ch/impots** ou en contactant l'administration fiscale (voir liste des contacts en page 61).

Vous pouvez également obtenir la circulaire N° 1 du 3 octobre 2002 de l'Administration fédérale des contributions sur le site de l'AFC à l'adresse **www.estv.admin.ch**

Les autres prestations en capital (notamment celles provenant d'assurances) doivent être déclarées sous code 16.64 Autres revenus (annexe **C2**).

Déductions des cotisations et des rachats

		ICC	IFD
		1. Revenu	2. Revenu
31.10	Cotisations AVS/AI, APG, Chômage, AANP, AMat		
31.12	Prévoyance 2ème pilier Cotisations		
31.20	Déduction forfaitaire pour frais professionnels IFD		
31.50	Déduction forfaitaire pour frais professionnels ICC		
31.30	Rachat(s) de la prévoyance professionnelle Joindre les justificatifs		
31.40	Cotisations au 3ème pilier A Joindre les justificatifs		

31.10 Contribuable

41.10 Conjoint

Cotisations AVS / AI / APG / Chômage / AANP / AMat

Veuillez additionner les montants des cotisations suivantes (figurant sur votre certificat de salaire):

- AVS / AI / APG, AMat
- Assurance contre le chômage
- Assurance obligatoire contre les accidents non professionnels (AANP)

31.12 Contribuable

41.12 Conjoint

Cotisations 2ème pilier

La totalité des versements effectués en 2010 à une institution de prévoyance (2ème pilier), cotisations et rappels (sans les rachats).

31.30 Contribuable

41.30 Conjoint

Rachats de la prévoyance professionnelle

Les versements effectués en 2010 pour le rachat d'année(s) d'assurance ou pour la finance d'entrée peuvent être déduits. Veuillez nous fournir le justificatif du rachat effectué.

31.40 Contribuable

41.40 Conjoint

Cotisations 3ème pilier A

Les cotisations ou versements effectués en 2010 pour le 3ème pilier A sont déductibles à concurrence de:

- CHF 6566.- si vous remplissez les conditions d'affiliation à un 2ème pilier
- CHF 32832.- mais au maximum 20% du revenu déterminant (salaire brut moins cotisations AVS / AI / APG / AC / AANP / AMat) si vous ne remplissez pas les conditions d'affiliation à un 2ème pilier. Un éventuel surplus ne sera pas admis en déduction et devra être restitué par l'institution de prévoyance.

Déduction forfaitaire ICC et IFD pour frais professionnels

Exemple

Contribuable

IFD (code 31.20)

Revenu total **73525.-**

31.10 - 4816.-

31.12 - 3676.-

solde = **65033.-**

31.20 =

solde x 3% = 1951.-

minimum = 2000.-

ICC (code 31.50)

Revenu total **73525.-**

31.10 - 4816.-

31.12 - 3676.-

solde = **65033.-**

31.50 =

solde x 3% = 1950.-

limité à **1700.-**

11.00 Total A reporter sur la feuille récapitulative, code 11.00 col. 1 et 2		7 3 5 2 5	
Avez-vous eu, durant l'année 2010, des interruptions de travail non payées et sans indemnités?			
<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui	Début	Début
		J J M M A A A A	J J M M A A A A
		Fin	Fin
		J J M M A A A A	J J M M A A A A
Déductions liées aux revenus ci-dessus			
		ICC	IFD
		1. Revenu	2. Revenu
31.10	Cotisations AVS/AI, APG, Chômage, AANP, Amat	4 8 1 6	4 8 1 6
31.12	Prévoyance 2ème pilier Cotisations	3 6 7 6	3 6 7 6
31.20	Déduction forfaitaire pour frais professionnels IFD	1 7 0 0	2 0 0 0
31.50	Déduction forfaitaire pour frais professionnels ICC		
31.30	Rachat(s) de la prévoyance professionnelle Joindre les justificatifs	2 2 5 0	
31.40	Cotisations au 3ème pilier A Joindre les justificatifs	4 2 0 0	
31.60	Déduction pour frais professionnels effectifs Frais de repas		
31.70	Déduction pour frais professionnels effectifs Frais de déplacements		
31.62	Déduction pour frais de perfectionnement, de reconversion ou de réinsertion		
31.63	Déduction pour frais professionnels - Autres frais Nature:		
31.90	Déduction sur le gain de l'un des époux/partenaires		
31.95	Déduction applicable uniquement au revenu le moins élevé		

31.20 Contribuable

41.20 Conjoint

Déduction forfaitaire IFD pour frais professionnels

Une déduction forfaitaire est admise pour chaque contribuable salarié. Elle se calcule de la façon suivante:

Le montant du code **11.00 Contribuable** ou **21.00 Conjoint** diminué de la somme des codes 31.10, 31.12 (41.10, 41.12), multiplié par **3%**

Cette déduction est comprise entre **CHF 2000.-** (minimum) et **CHF 4000.-** (maximum)

Il se peut que, dans certains cas, la déduction des frais forfaitaires ne couvre pas la totalité des frais encourus.

Sous certaines conditions, vous pourrez faire valoir la déduction de vos frais effectifs, voir page 25

31.50 Contribuable

41.50 Conjoint

Déduction forfaitaire ICC pour frais professionnels

Une déduction forfaitaire est admise pour chaque contribuable salarié. Elle se calcule de la façon suivante:

Le montant du code **11.00 Contribuable** ou **21.00 Conjoint** diminué de la somme des codes 31.10, 31.12 (41.10, 41.12), multiplié par **3%**

Cette déduction est comprise entre **CHF 600.-** (minimum) et **CHF 1700.-** (maximum)

Il se peut que, dans certains cas, la déduction des frais forfaitaires ne couvre pas la totalité des frais encourus.

Sous certaines conditions, vous pourrez faire valoir la déduction de vos frais effectifs, voir page 25

Déduction pour frais professionnels effectifs ICC et IFD

31.60 Contribuable

41.60 Conjoint

Déduction pour frais professionnels effectifs

Frais de repas ICC

Les frais de repas (CHF 15.- par jour, max. CHF 3 200.- par an) ne sont admis que si, pour le contribuable salarié, l'utilisation des transports publics pour se rendre de son domicile à son lieu de travail et en revenir aboutit à une durée excédant deux heures par jour.

Frais de repas IFD

Indemnité de travail en équipes

CHF 15.- par jour, max. CHF 3 200.- par an

Seules sont déductibles les indemnités comprises dans le salaire brut avec indication du nombre de jours pendant lesquels elles ont été versées et figurant sur le certificat de salaire.

Frais de repas

CHF 15.- par jour, max. CHF 3 200.- par an

Cette déduction n'entre en considération que dans la mesure où les repas pris hors du domicile occasionnent un surplus de dépenses par rapport aux repas pris à la maison.

Si l'employeur réduit le prix du repas de midi, seule la moitié de la déduction est admise. Les deux déductions ne peuvent être cumulées.

Déduction des frais professionnels effectifs ICC - Exemples

Exemple 1

Le contribuable habite à Carouge; il se déplace en transports publics au centre de Genève ville pour y travailler. Son temps de trajet est inférieur à deux heures par jour, il ne peut donc faire valoir que:

- les frais de déplacements en transports publics
- les autres frais professionnels

Dans son cas, demander la déduction forfaitaire (**1700.-**) sera à son avantage.

Exemple 2

Le contribuable habite au centre de Genève ville, il se déplace en voiture jusqu'à Satigny pour y travailler. Son temps de trajet, s'il utilise les transports publics est supérieur à deux heures par jour. Il peut donc faire valoir:

- les frais de déplacements kilométriques (un aller et retour quotidien)
- les frais de repas
- les autres frais professionnels

Dans son cas, demander la déduction des frais professionnels effectifs (**6596.-**), à la place de la déduction forfaitaire, sera à son avantage.

Exemple 3

Le contribuable habite le Petit-Saconnex, il se déplace en transports publics jusqu'au centre de Genève ville pour y travailler. Son temps de trajet est supérieur à deux heures par jour, il peut faire valoir:

- les frais de déplacements en transports publics
- les frais de repas
- les autres frais professionnels

Dans son cas, demander la déduction des frais professionnels effectifs (**4160.-**), à la place de la déduction forfaitaire, sera à son avantage.

Rubriques	Exemple 1		Exemple 2		Exemple 3	
	Déduction forfaitaire	ou Déduction frais effectifs	Déduction forfaitaire	ou Déduction frais effectifs	Déduction forfaitaire	ou Déduction frais effectifs
31.50 Déduction forfaitaire ICC pour frais professionnels	1700.-	---	1700.-	---	1700.-	---
31.60 Déduction pour frais professionnels effectifs Frais de déplacement		840.-		3276.-		840.-
31.61 Déduction pour frais professionnels effectifs Frais de repas		Déduction non autorisée		3200.-		3200.-
31.63 Déduction pour frais professionnels effectifs Autres frais		120.- cotisations syndicales		120.- cotisations syndicales		120.- cotisations syndicales
Total	1700.-	---	---	6596.-	---	4160.-

Si un contribuable répond aux critères qui lui ouvriraient le droit aux frais de déplacements effectifs mais qu'il utilise en réalité les transports publics, il ne pourra naturellement faire valoir en déduction, à titre de frais de déplacements, que le prix de l'abonnement TPG (cf exemple 3 ci-dessus)

Déduction des frais professionnels ICC et IFD - Travailleurs hors-canton

ICC et IFD

Personnes exerçant leur activité lucrative dépendante pour le compte d'un employeur établi hors du canton mais sans y résider durant la semaine

31.60 Contribuable

41.60 Conjoint

Frais de repas

Les frais de repas sont admis en déduction selon les normes fédérales (CHF 15.- par jour, mais au maximum CHF 3 200.- par an).

31.70 Contribuable

41.70 Conjoint

Frais de déplacements

Dans la règle, il est admis en déduction le prix de l'abonnement des transports publics le moins coûteux. Le contribuable peut toutefois justifier de frais kilométriques liés à l'utilisation de son véhicule privé; dans ce cas, les normes fédérales sont prises en compte.

ICC et IFD

Personnes exerçant leur activité lucrative dépendante pour le compte d'un employeur établi hors du canton et y résidant durant la semaine

31.60 Contribuable

41.60 Conjoint

Frais de repas

Les frais de repas sont admis en déduction selon les normes fédérales (CHF 15.- par repas de midi ou du soir mais au maximum CHF 30.- par jour et CHF 6 400.- par an).

31.70 Contribuable

41.70 Conjoint

Frais de déplacements

Il est admis en déduction le prix de l'abonnement des transports publics le moins onéreux.

Frais de logement

ICC

Le loyer effectif est admis en déduction mais au maximum à hauteur de CHF 500.- par mois.

IFD

Le prix usuel d'une chambre au lieu de travail est admis en déduction.

Cette déduction sera portée au code 31.63/41.63 en précisant "Frais de logement"

Déduction sur le gain de l'un des époux/partenaire enregistré

31.90 Contribuable

41.90 Conjoint

Déduction sur le gain de l'un des époux/partenaire enregistré

IFD

Lorsque les époux/partenaires enregistrés vivent en ménage commun et exercent chacun une activité lucrative, ils peuvent déduire 50% du produit de l'activité lucrative la moins rémunérée. La déduction maximale est limitée à **CHF 12500.-**

Le revenu de l'activité lucrative est constitué du revenu imposable de l'activité lucrative salariée (code 11.00 ou 21.00) diminuée des codes 31.10 à 31.63 (ou 41.10 à 41.63) et/ou de l'activité lucrative indépendante (code 12.01) diminuée des codes 32.10 à 32.40.

Si, une fois les déductions ci-dessus faites, le revenu net de l'activité lucrative le moins élevé est inférieur à **CHF 7600.-**, la déduction sera limitée au montant du revenu net.

Si le revenu net de l'activité lucrative se situe entre **CHF 7600.-** et **CHF 15200.-**, la déduction sera de **CHF 7600.-**

Si le revenu net de l'activité lucrative dépasse **CHF 15200.-**, la déduction s'élève à 50% de ce revenu. La déduction maximale est limitée à **CHF 12500.-**

31.95 Contribuable

41.95 Conjoint

Déduction sur le gain de l'un des époux/partenaire enregistré

ICC

Lorsque les époux ou les partenaires enregistrés vivent en ménage commun, un montant de **CHF 500.-** est déduit du produit du travail le plus bas qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre.

Une déduction analogue est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre sans rémunération dans l'exercice d'une activité indépendante, son commerce ou son entreprise.

B₂

B₃

Veuillez impérativement joindre vos comptes commerciaux

Compte de pertes et profits

CFC et CFE

	CFC	CFE
101 200	CFC	
101 201	CFC	
101 202	CFC	
101 203	CFC	
101 204	CFC	
101 205	CFC	
101 206	CFC	
101 207	CFC	
101 208	CFC	
101 209	CFC	
101 210	CFC	
101 211	CFC	
101 212	CFC	
101 213	CFC	
101 214	CFC	
101 215	CFC	
101 216	CFC	
101 217	CFC	
101 218	CFC	
101 219	CFC	
101 220	CFC	
101 221	CFC	
101 222	CFC	
101 223	CFC	
101 224	CFC	
101 225	CFC	
101 226	CFC	
101 227	CFC	
101 228	CFC	
101 229	CFC	
101 230	CFC	
101 231	CFC	
101 232	CFC	
101 233	CFC	
101 234	CFC	
101 235	CFC	
101 236	CFC	
101 237	CFC	
101 238	CFC	
101 239	CFC	
101 240	CFC	
101 241	CFC	
101 242	CFC	
101 243	CFC	
101 244	CFC	
101 245	CFC	
101 246	CFC	
101 247	CFC	
101 248	CFC	
101 249	CFC	
101 250	CFC	
101 251	CFC	
101 252	CFC	
101 253	CFC	
101 254	CFC	
101 255	CFC	
101 256	CFC	
101 257	CFC	
101 258	CFC	
101 259	CFC	
101 260	CFC	

Guide complémentaire pour les indépendants
Les renseignements figurant dans le présent Guide sont des informations générales.

Afin de poursuivre notre effort portant sur l'économie des ressources et éviter le gaspillage de papier, vous trouverez le Guide complémentaire pour les indépendants:

- intégré au logiciel Getax, dans l'aide dédiée à l'activité indépendante
- en téléchargement sur notre site www.ge.ch/impots
- à l'accueil de l'Hôtel des finances

Activité indépendante 2010

Généralités

Répondre à tous les renseignements demandés aux annexes B1 à B4 peut vous éviter des demandes de renseignements complémentaires

Annexe B1

Elle intègre les renseignements portant sur:

- le type d'activité indépendante
- la tenue des comptes commerciaux
- le cas échéant, le début ou la fin de l'activité commerciale

Annexe B2

Il s'agit d'une récapitulation du compte de pertes et profits (compte d'exploitation) et du bilan.

Le détail demandé pour les postes de charges et de produits nous permet d'avoir une lisibilité accrue de vos comptes commerciaux et une uniformisation de la présentation.

Annexe B3

Elle complète l'annexe B2 et développe:

- l'estimation des stocks marchandises
- les amortissements par un tableau complet
- les provisions

Annexe B4

L'exploitant annoncera ici l'affectation commerciale ou non des frais de clientèle et de représentation et détaillera les prélèvements en nature effectués et/ou les parts privées aux frais généraux comptabilisés dans les compte commerciaux.

Les déductions sociales (notamment cotisations AVS/AI et 2ème pilier) sont à faire valoir aux rubriques 32.10 à 32.95

Si vous percevez des rentes, pensions ou autres prestations, veuillez compléter l'annexe C1.

Vous pouvez faire valoir les déductions générales d'assurances ainsi que la déduction des contributions d'entretien versées et des rentes viagères payées en complétant les annexes C3 et C4.

Veuillez indiquer de manière précise les montants propres au contribuable, à son conjoint et aux enfants.

17.10 Rentes AVS / AI

Les rentes provenant de l'assurance vieillesse et survivants (AVS) et les rentes d'invalidité (AI) sont imposables en totalité.

Il est important d'indiquer la nature de ces rentes et d'en joindre les justificatifs afin que la taxation de ces prestations s'effectue correctement.

Veuillez indiquer, si c'est le cas, chaque montant perçu par le contribuable, son conjoint et l'(les) enfant(s) séparément.

Les prestations complémentaires versées par l'OCPA ainsi que celles versées par la ville de Genève sont exonérées des impôts cantonaux, communaux et fédéraux.

Elles doivent néanmoins figurer à la rubrique 98.40 de la récapitulation (voir page 48). Ces montants n'entrent pas en compte pour le calcul de l'impôt mais serviront à l'application des lois sociales et à la détermination des charges de famille.

17.20 Autres prestations et indemnités

Veuillez indiquer ici (en joignant une pièce justificative) les rentes étrangères assimilables aux rentes AVS / AI suisses.

13.10 Pensions alimentaires, contributions d'entretien

Veuillez déclarer la pension alimentaire qui vous est versée, pour vous-même et/ou pour vos enfants. Il est important de mentionner séparément les montants perçus pour chacun des ayants-droit (Contribuable, Conjoint, Enfants).

Vous voudrez bien nous communiquer également:

- les nom, prénom, adresse et, si existant, N° de contribuable de la personne qui vous verse cette pension
- une copie du jugement de divorce, de l'acte de séparation ou d'une convention, si ceux-ci ont été rendus ou établis en 2010.

Les enfants qui sont devenus majeurs en 2010 déclarent la pension alimentaire qui leur a été versée du 1er janvier 2010 au mois de leur majorité directement dans leur propre déclaration à la rubrique Pensions alimentaires (code 13.10).

du mois suivant leur majorité au 31 décembre 2010 à la rubrique Renseignements (page Récapitulation) code 98.30 (voir page 48 du guide). Ce montant n'entre pas en compte pour le calcul de l'impôt mais sert à l'application des lois sociales.

Autres revenus et fortune 2010

Rentes, pensions et autres prestations

Rentes, pensions et autres prestations
 Si un jugement suite à une séparation de corps ou à un divorce a été rendu ou une convention ratifiée durant l'année 2010, veuillez en annexer une copie

Identité et domicile du débiteur, si existant N° de contribuable:

13.10 Pensions alimentaires, contributions d'entretien	Contribuable	Conjoint	Enfant(s)	1. et 2. Revenu
13.20 Rentes de la prévoyance professionnelle Déduction liée, voir feuille récapitulative, code 33.20	Contribuable	Conjoint	Enfant(s)	
13.30 Prestations de l'assurance militaire Autres que celles déclarées au code 98.60	Contribuable	Conjoint	Enfant(s)	
13.40 Autres rentes Nature:	Contribuable	Conjoint	Enfant(s)	

Veuillez **impérativement** joindre les justificatifs des rentes déclarées à ces rubriques

13.20

Rentes de la prévoyance professionnelle

Ces rentes, versées par une institution de prévoyance ayant son siège en Suisse, doivent être déclarées dans leur intégralité.

13.30

Prestations de l'assurance militaire

Les rentes, les pensions, les prestations périodiques et les prestations en capital ainsi que les indemnités journalières qui ont commencé à courir après le 1er janvier 1994 sont imposables en totalité. Ces prestations, si elles sont versées sur la base d'une décision antérieure au 1er janvier 1994, sont exonérées et doivent, dès lors, être indiquées au code 98.60 de la déclaration.

Les indemnités versées à titre de réparation morale ou pour atteinte à l'intégrité sont également exonérées. Elles doivent être portées au code 98.70 de la déclaration.

13.40

Autres rentes

Cette rubrique est réservée pour les

- rentes SUVA
- toutes les rentes d'assurances vie (3ème pilier B) versées en suite de décès ou d'invalidité
- rentes étrangères

Ces rentes sont imposées à **100%**

13.50

Rentes viagères

Les revenus provenant de rentes viagères et les autres revenus périodiques provenant de contrats d'entretien viager sont imposables à raison de **40%** lorsqu'elles sont versées à l'échéance du contrat. Le solde (60%) est réputé correspondre à la restitution du capital.

Rentes viagères temporaires

Ces rentes sont, en général, imposables par analogie aux rentes viagères décrites ci-dessus. Toutefois, si la durée de versement est prévue pour une durée de 5 ans au maximum et pour un assuré qui est âgé de moins de 65 ans à la conclusion du contrat de rentes, le traitement fiscal sera celui applicable aux rentes certaines.

Rentes certaines

Lorsque ces rentes sont versées aux échéances prévues par le contrat, seule la **part de rendement, déterminée par la société d'assurance**, est imposée, à **100%**.

Valeur de rachat

Pour tous les types de rentes mentionnés ci-dessus, la valeur de rachat calculée et attestée par la compagnie d'assurance est prise en compte pour déterminer l'impôt sur la fortune.

Autres revenus et fortune

		ICC et IFD
		1. et 2. Revenu
16.10	Produits de sous-location	
Contribuable	Conjoint	
16.20	Gains accessoires Pour les déductions liées, voir feuille C4, codes 59.70 et 59.75	
Contribuable	Conjoint	
16.30	Subsides d'assurance-maladie	
Contribuable	Conjoint	Enfant(s)
16.35	Allocation de logement	
Contribuable	Conjoint	
16.63	Allocations familiales	

16.10 Produits de sous-location

Vous déclarez ici le revenu effectif provenant de sous-location, justifié par un décompte. On entend par revenu effectif, le loyer encaissé diminué des charges (loyer versé et autres frais).

Sont à déclarer dans cette rubrique, les revenus provenant de la sous-location de biens immobiliers détenus en société immobilière (SI), respectivement en société immobilière d'actionnaires locataires (SIAL). Le produit de sous-location correspond au loyer encaissé moins le loyer exigé par la société immobilière.

16.20 Gains accessoires

Sont considérés comme tels tous les revenus provenant d'une activité lucrative accessoire tels que commission d'intermédiaire, indemnités pour activité exercée au sein d'une autorité publique, rétributions pour leçons privées, etc.

Les montants engagés à titre de frais professionnels inhérents à l'exercice occasionnel d'une activité lucrative accessoire sont admis en déduction.

Ces frais effectifs et justifiés doivent être mentionnés à la rubrique Déduction sur les gains accessoires,

au code 59.70, annexe **C4** pour l'ICC et au code 59.75, annexe **C4** pour l'IFD.

IFD uniquement

En lieu et place de la déduction des frais effectifs mentionnée ci-dessus, une déduction forfaitaire correspondant à **20%** des revenus nets, au minimum **CHF 800.-**, au maximum **CHF 2400.-** est admise.

Cette déduction forfaitaire n'est pas admise pour les revenus d'une activité lucrative exercée régulièrement comme profession accessoire (p.ex. une activité à 40%); dans ce cas, c'est la déduction prévue au code 31.20 (41.20) IFD qui est admise.

Si vous exercez une activité indépendante accessoire, veuillez compléter l'annexe **B** (voir page 30). Vous y joindrez un décompte des recettes et des dépenses.

Autres éléments de fortune			ICC	
16.40	Numéraires, métaux précieux, autos, bateaux, etc.		3. Fortune	
Nature:	Contribuable			
Nature:	Conjoint			
Nature:	Enfant(s)			
16.62	Autres éléments de fortune	Code commune		
Nature:	Contribuable			
Nature:	Conjoint			
Nature:	Enfant(s)			
Succession non partagée, solde imposable				
Si vous participez à une succession non partagée, veuillez compléter le formulaire spécial et reporter ici le montant que vous y aurez déterminé				
16.50-1	<input type="checkbox"/> Contribuable <input type="checkbox"/> Conjoint <input type="checkbox"/> Enfant(s)			
16.50-2	<input type="checkbox"/> Contribuable <input type="checkbox"/> Conjoint <input type="checkbox"/> Enfant(s)			
16.00	Total À reporter sur la feuille récapitulative, code 16.00 col. 1 et 2 et code 16.00 fortune			

16.30

Subsides de l'assurance-maladie

Il s'agit notamment ici de déclarer les subsides pour l'assurance-maladie. **Si vous percevez des subsides pour l'assurance-maladie, vous devez les déclarer en totalité. La prime totale est déduite dans les limites autorisées au code 52.21 de la déclaration (voir page 37).**

16.35

Allocation de logement

Il s'agit de déclarer ici les allocations de logement.

16.63

Allocations familiales

Si elles sont versées directement par la caisse d'allocations familiales (CAF), vous devez impérativement les indiquer sous cette rubrique.

Si elles sont versées par l'employeur et qu'elles sont comprises dans le salaire brut, ne pas les indiquer sous cette rubrique.

16.40

Numéraires, autres métaux précieux et autres éléments de fortune

Vous déclarez ici tous les éléments de fortune autres que ceux qui figurent déjà dans la déclaration, comme, notamment:

- monnaies en espèces
- or, bijoux, argenterie et autres métaux précieux, lorsque leur valeur dépasse CHF 2000.-
- collections artistiques, si elles ne sont pas assimilables à des meubles meublants
- bateau(x), avion(s), auto(s), véhicules de collection, etc.

Ces éléments sont taxables à leur valeur vénale au 31.12 de l'année fiscale, sauf pour l'or, les monnaies en espèces et les métaux précieux qui le sont au taux des cours mentionnés sur la liste officielle éditée par l'administration fédérale des contributions.

16.50

Successions non partagées

Veuillez compléter le formulaire dédié aux successions non partagées et reporter, à cette rubrique, le solde imposable de cette succession. Vous pourrez l'obtenir sur notre site internet **www.ge.ch/impots**, auprès du service des titres, à la réception de l'Hôtel des finances et en bonus sur CD-Rom GeTax.

Autres déductions 2010

Assurances

Exemple

Couple sans enfant

Si l'assurance-vie a été financée au moyen d'une prime unique, veuillez nous le signaler en joignant un justificatif de la société d'assurance-vie

Pour les primes d'assurance maladie, voir page 37

52.11-3	Nom de la société d'assurance Assurance xxx	Année de conclusion 1 9 9 5	Année d'échéance 2 0 1 5	
	Somme assurée 100'000.-	Civilité <input type="checkbox"/> Contribuable <input checked="" type="checkbox"/> Conjoint		
16.70	Total A reporter sur la feuille récapitulative, code 16.70 col. 3			5 9 8 0 0
56.30	Intérêts échus de capitaux d'épargne Report de la récapitulation de l'état des titres, code 56.30			6 0 0
52.10	Sous-total IFD Total de tous les codes 52.11 + 56.30			3 9 0 0
52.15	Sous-total ICC Total de tous les codes 52.11 + 56.30, à concurrence du maximum admis pour ICC			3 3 0 0

Assurances maladie et accidents

52.21	Assurance-maladie selon maximum admis			
	Contribuable 5 4 0 0	Conjoint 6 1 2 0	Enfant(s)	
52.22	Assurance-accidents			
	Contribuable	Conjoint	Enfant(s)	
52.00	ICC Total des codes 52.15 + 52.21 + 52.22 A reporter sur la feuille récapitulative, code 52.00 col. 1			1 4 6 7 0
52.00	IFD Total des codes 52.10 + 52.21 + 52.22 A concurrence du maximum admis. A reporter sur la feuille récapitulative, code 52.00 col. 2			3 3 0 0

1 Valeur de rachat

Cette valeur vous est communiquée par votre société d'assurance. Elle doit être confirmée par un justificatif.

2 ICC

Les primes d'assurance-vie (52.11 colonne Revenu) sont additionnées aux intérêts échus de capitaux d'épargne (56.30) et reportées au sous-total ICC 52.15 dans les limites suivantes:

a) Célibataire, veuf, divorcé, séparé de corps ou de fait

CHF 2200.- Cette limite est portée au double pour les contribuables qui ne versent pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A.

b) Epoux/partenaires enregistrés vivant en ménage commun

CHF 3300.- (2 x CHF 1650.-) Cette limite est augmentée de moitié si l'un des deux époux/partenaires enregistrés ne verse pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A. Cette limite est portée au double si les deux époux/partenaires enregistrés ne versent pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A.

c) Pour chaque charge de famille

CHF 900.- Cette limite est augmentée de moitié si l'un des deux époux/partenaires enregistrés ne verse pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A. La limite pour charge de famille est portée au double si le contribuable seul et qui tient ménage indépendant ou les deux époux/partenaires enregistrés ne versent pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A.

Le montant du sous-total ICC 52.15 est additionné

aux montants totaux des codes 52.21 et 52.22 et leur somme reportée au code 52.00 ICC

3 IFD

Les primes d'assurance-vie (52.11 colonne Revenu) sont additionnées aux intérêts échus de capitaux d'épargne (56.30) et reportées au sous-total 52.10, sans limitation.

Ce sous-total (52.10) est additionné aux primes d'assurance maladie et accidents et le total obtenu est reporté au code 52.00 IFD dans les limites suivantes:

a) Célibataire, veuf, divorcé, séparé de corps ou de fait

CHF 1700.- Cette limite est augmentée de moitié pour les contribuables qui ne versent pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A.

b) Epoux/partenaires enregistrés vivant en ménage commun

CHF 3300.- Cette limite est augmentée de moitié si aucun des époux/partenaires enregistrés ne versent de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A.

c) Pour chaque charge de famille

CHF 700.-

Sont considérés comme intérêts échus de capitaux d'épargne notamment les rendements de comptes d'épargne ou de dépôt et des obligations ou bons de caisse, qu'ils soient suisses ou étrangers (voir pages 14 et 16).

Assurance-maladie et accidents

52.21

Déductions des primes d'assurance-maladie

Indiquez les primes d'assurance-maladie (obligatoires et complémentaires) que vous avez payées en 2010 pour vous, votre conjoint et les enfants qui sont fiscalement à votre charge.

La déduction des primes d'assurance-maladie (obligatoires et complémentaire) est limitée au double de la prime moyenne cantonale, par tranche d'âge.

Le tableau ci-dessous vous indique la déduction maximale pour l'année 2010

Tranche d'âge	Déduction maximale
0 à 18 ans	$102.- \times 12 \times 2 = 2\,448.-$
19 à 25 ans	$375.- \times 12 \times 2 = 9\,000.-$
dès 26 ans	$436.- \times 12 \times 2 = 10\,464.-$

Les personnes qui perçoivent un subside d'assurance-maladie le déclarent au point 16.30 et font valoir ici la déduction de la prime payée, dans les limites ci-dessus.

52.22

Déductions des primes d'assurance-accidents

Indiquez les primes d'assurance-accidents privée que vous avez payées en 2010 pour vous, votre conjoint et les enfants qui sont fiscalement à votre charge.

Peuvent aussi être déduites ici les autres primes d'assurance pour perte de gain, notamment celle en cas de maladie, et qui ne figurent pas au point 9 du certificat de salaire.

Ne sont pas déductibles ici:

- les primes d'assurances accident des véhicules
- les primes d'assurance de chose (assurance ménage notamment)

Pensions, contributions d'entretien versées / Rentes viagères payées

Pensions, contributions d'entretien versées

Vous pouvez déduire, en totalité, la pension alimentaire et les contributions d'entretien que vous versez:

- à votre **ex-conjoint**, pour lui-même et pour les enfants mineurs dont il a la garde
- à l'autre parent, pour vos enfants mineurs nés hors mariage et dont il a la garde.

Nous vous prions d'indiquer, avec précision, les nom, prénom, domicile, date de naissance, N° de contribuable du bénéficiaire (si domicilié à Genève) et la date de l'obligation de versement. Vous voudrez bien signaler, en cochant la case **Contribuable** et/ou **Conjoint**, qui est le débiteur de la pension alimentaire. Il est important de mentionner séparément les montants versés à chacun des ayants-droit.

Veuillez également joindre les justificatifs des versements effectués en 2010 ainsi qu'une copie du jugement de divorce, de l'acte de séparation ou de la convention, si ceux-ci ont été rendus ou établis en 2010.

Les prestations versées en exécution d'une obligation d'entretien ou d'assistance, fondée sur le droit de la famille, ne peuvent pas être déduites. Nous vous rappelons que les pensions versées en faveur des enfants majeurs ne sont déductibles que prorata temporis jusqu'au mois de la majorité de l'enfant (voir page 33).

Rentes viagères payées

Les rentes viagères, dûment enregistrées, que vous avez versées en contrepartie d'un capital ou d'une acquisition sont admises en déduction sur le revenu à raison de **40 %**. Le solde (60 %) est réputé correspondre à la restitution du capital.

Nous vous prions d'indiquer avec précision les nom, prénom, domicile, date de naissance et N° de contribuable (si domicilié à Genève) du bénéficiaire. Vous voudrez bien signaler, en cochant la case **Contribuable** et/ou **Conjoint**, qui est le débiteur de la rente viagère. Il est important de mentionner séparément les montants versés à chacun des ayants-droit.

Veuillez également joindre les justificatifs des versements effectués en 2010 ainsi qu'une copie du contrat viager, si celui-ci a été conclu en 2010.

Frais liés à un handicap

59.40 Frais liés à un handicap

Vous pouvez déduire les frais que vous avez dû encourir, en 2010, pour vous ou pour une personne handicapée à l'entretien de laquelle vous subvenez.

Sont considérées, notamment, comme personnes handicapées:

- les allocataires des prestations de l'assurance invalidité (LAI)
- les bénéficiaires de l'allocation pour impotent (LAVS, LAA, LAM)
- les bénéficiaires de moyens auxiliaires (LAVS, LAA, LAM)

ainsi que toute personne dont la déficience corporelle, mentale ou psychique présumée durable l'empêche d'accomplir les actes de la vie quotidienne, d'entretenir des contacts sociaux, de se mouvoir, de suivre une formation, de se perfectionner ou d'exercer une activité professionnelle ou la gêne dans l'accomplissement de ces activités.

Par frais effectifs liés à un handicap, il faut entendre, entre autres:

- les frais d'assistance
- les frais d'aide-ménagère et garde d'enfants
- les frais de transport et de véhicule
- les frais de chien d'aveugle
- les frais d'aménagement du logement

La part qui reste à charge du contribuable après la prise en charge de ces frais par une assurance ou une institution sociale est entièrement déductible.

A la place des frais qu'elles ont effectivement supportés, les personnes handicapées peuvent prétendre à une déduction forfaitaire annuelle, lorsqu'elles sont bénéficiaires d'une allocation pour:

- impotence faible, d'un montant de **CHF 2500.-**
- impotence moyenne, d'un montant de **CHF 5000.-**
- impotence grave, d'un montant de **CHF 7500.-**

Les personnes sourdes et celles souffrant d'insuffisance rénale nécessitant une dialyse peuvent prétendre à une déduction forfaitaire annuelle de CHF 2500.-

Les frais d'entretien courants ainsi que les dépenses engagées par simple souci de confort personnel ou qui sont excessivement élevées ne peuvent être considérés comme des frais déductibles.

Enfin, la circulaire fédérale No 11 "Déductibilité des frais de maladie et d'accident et des frais liés à un handicap" vous renseignera plus amplement; elle est à votre disposition à la réception de l'Hôtel des finances et sur le site internet de l'administration fédérale des contributions **www.estv.admin.ch**

Tout propriétaire qui fait construire un bâtiment nouveau ou qui, par des **travaux quelconques**, augmente la valeur d'un bâtiment ou d'une propriété, est tenu de faire au département, dans les 12 mois qui suivent l'achèvement de la construction ou des travaux, une déclaration indiquant la nature, l'importance et la valeur des modifications ou des nouvelles constructions. Le coût de ces constructions et travaux est intégré à la valeur fiscale. Vous pouvez prendre contact (liste des contacts en page 61) avec le service immobilier afin d'obtenir le formulaire de déclaration des nouvelles constructions.

Immeubles 2010

Immeubles occupés par le propriétaire

Exemple

6 Capital selon estimation fiscale 1400 000.-

7 Abattement

Villa occupée de 1997 à 2010, soit 14 ans:

$14 \times 4\% = 56\%$, mais au maximum 40%.

8 Capital après abattement

$1400\,000.- \times 40\% = 560\,000.-$

$1400\,000.- \text{ moins } 560\,000.-$

= 840 000.-

9 IFD - Valeur locative brute

Valeur locative brute selon questionnaire = 28 531.-

Indexation:

de 2009 à 2012: 103.8%

Valeur locative indexée =

$28\,531.- \times 103.8\% = \mathbf{29\,615.-}$

Immeubles occupés par le propriétaire

15.10-1

1 Code lieu: 6 6 0 8

2 Commune cadastrale / Numéro de parcelle: 0 8 / 1 2 3 4 5 6 7

3 Situation (adresse exacte): C A R O U G E

4 Part contribuable: 5 0 %

5 Part conjoint: 5 0 %

6 Capital selon estimation fiscale: 1 4 0 0 0 0 0

7 Abattement: 4 0 %

8 Capital après abattement: 8 4 0 0 0 0

9 Valeur locative brute: 2 9 6 1 5

Réduction de la valeur locative après application du taux d'effort (guide p. 55)

15.10-2

1 Code lieu:

2 Commune cadastrale / Numéro de parcelle:

3 Situation (adresse exacte):

7 Abattement

L'abattement est déterminé en fonction de la durée d'occupation. Chaque année, un abattement de 4% est accordé par année d'occupation continue par le même propriétaire ou usufruitier, jusqu'à concurrence de 40% au maximum.

8 Capital après abattement

Le capital après abattement correspond au capital selon estimation fiscale (chiffre 6) diminué de l'abattement (chiffre 7).

9 IFD - Valeur locative brute

La valeur locative, soit le loyer correspondant à l'utilisation que fait le contribuable de la propriété ou de la partie de propriété lui appartenant ou dont il a l'usufruit, représente un revenu en nature pour la jouissance d'un bien immobilier.

Elle correspond à la somme que le propriétaire devrait verser pour louer un bien de même nature ou encore au montant qu'il pourrait obtenir en louant son immeuble à un tiers.

La valeur locative des biens immobiliers occupés par leur propriétaire, prévue par les dispositions légales, est déterminée sur la base d'un questionnaire ad hoc.

La valeur locative de base selon la surface habitable du questionnaire précité (base 100 déterminée lors de la période fiscale 2007) a été indexée de 103.8% dès la période fiscale 2009 et est toujours valable pour la période fiscale 2010.

Nouveaux propriétaires en 2010

Reportez le montant de la valeur locative brute figurant en bas de la page 3 du questionnaire destiné aux propriétaires d'appartements et de villas.

Si vous n'êtes pas en possession du questionnaire déterminant la valeur locative ou si vous ne l'avez pas encore complété, vous pouvez l'obtenir à la réception de l'Hôtel des finances, auprès du service immobilier ou sur internet www.ge.ch/impots

Immeubles situés hors du canton de Genève mais en Suisse

Vous trouverez la valeur locative de votre bien immobilier sur l'avis de taxation du canton concerné. Veuillez joindre une copie de ce document à votre déclaration.

Immeubles situés hors de Suisse

Veuillez indiquer la valeur locative déterminée par le pays de situation et joindre les justificatifs.

Immeubles occupés par le propriétaire

Exemples

10 Charges et frais d'entretien

Les factures, datées de 2010, s'élèvent à 4100.- au total.

La villa a été construite en 1996 (âge de plus de 10 ans)

IFD Frais effectifs = 4100.-

Forfait = 29415.- x 20%

= **5883.-**

ICC Frais effectifs = **4100.-**

Forfait = 17649.- x 20%

= **3530.-**

ICC 2. Fortune Capital après abattement 8 4 0 0 0 0		IFD 3. Revenu Valeur locative brute 2 9 4 1 5		ICC 1. Revenu Valeur locative après abattement 1 7 6 4 9		Charges et frais d'entretien 4 1 0 0	
		9		10		11	
		5 8 8 3		12		10	

11 ICC - Valeur locative

après abattement

Valeur locative brute

moins abattement de 40%

29415.- moins 11766.-

= **17649.-**

10 Charges et frais d'entretien ICC et IFD

Vous pouvez choisir, pour chaque immeuble, entre le forfait selon l'âge du bâtiment et les charges et frais d'entretien effectifs.

Forfait

Le forfait est calculé en pourcent de la valeur locative brute (IFD - chiffre 9) et de la valeur locative après abattement (ICC - chiffre 11):

Âge du bâtiment

au 1er janvier 2010:

ICC et IFD

• inférieur ou égal à 10 ans

10%

• supérieur à 10 ans

20%

Charges et frais d'entretien effectifs

Les charges et frais d'entretien effectifs déductibles comprennent:

- les investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement
- les frais d'entretien, soit:
 - > les réparations et les rénovations qui n'entraînent pas une augmentation de la valeur de l'immeuble
 - > les versements à un fonds de réparation ou de rénovation de propriétés par étages, destinés à ne couvrir que les frais d'entretien d'installations communes
 - > les frais d'exploitation

- les primes d'assurances
- les frais d'administration par des tiers
- l'impôt immobilier complémentaire

Les charges et frais d'entretien **non déductibles** comprennent pour leur part:

- les frais d'acquisition, de production ou d'amélioration d'éléments de la fortune
- les autres frais non déductibles, notamment:
 - > les contributions uniques, auxquelles est soumis le propriétaire, pour les routes, trottoirs, berges, canalisations et conduites, etc.
 - > les frais de chauffage du bâtiment et l'eau courante
 - > les impôts

En complément, vous pouvez vous référer à nos informations et à notre notice "déductibilité des charges et frais d'entretien des immeubles" disponibles sur internet www.ge.ch/impots

11 ICC - Valeur locative après abattement

Reprise de la valeur locative brute IFD (chiffre 9) diminuée de l'abattement (chiffre 7).

12 Application du taux d'effort

Voir page 55

Immeubles locatifs ou loués

Immeubles locatifs ou loués										ICC	IFD
15.20-1	Code lieu	Commune cadastrale / Numéro de parcelle	Situation (adresse exacte)							2. Fortune	3. Revenu
										Etat des loyers capitalisés ou capital selon estimation	Loyers encaissés
	E ¹	Part contribuable	Part conjoint	Année de construction ou de dernière rénovation	Etat des loyers (locatifs)		Taux de capitalisation				
	1	%	%	2	3	4					
15.20-2	Code lieu	Commune cadastrale / Numéro de parcelle	Situation (adresse exacte)								

15.20 Immeubles locatifs ou loués

Un immeuble est réputé immeuble locatif, lorsque le bâtiment comprend plus de deux appartements loués (par opposition aux villas).

1 E = Exploitation

Cochez cette case si le bien immobilier est déjà comptabilisé dans l'activité lucrative indépendante afin d'éviter une double imposition.

2 Année de construction ou de dernière rénovation

Indiquez l'année de construction de l'immeuble ou de la dernière rénovation lourde.

3 Etat des loyers (locatif)

La valeur fiscale des **immeubles locatifs** est calculée en capitalisant l'état locatif annuel. L'état locatif annuel se détermine d'après les loyers effectivement obtenus des locaux loués et des loyers qui pourraient théoriquement être obtenus si les locaux concernés étaient effectivement loués, y compris ceux occupés par le propriétaire. L'état locatif d'un immeuble subventionné doit en outre intégrer les subventions. Ce document doit indiquer:

- la situation exacte de l'immeuble (commune, rue et numéro)
- pour chaque appartement:
 - > l'étage
 - > le nombre de pièces
 - > son affectation (logement, commerces, etc.)

> le nom du locataire (les loyers annuels y compris les locaux vacants ou occupés par le propriétaire)

Il appartient au contribuable d'établir et de remettre, en annexe à sa déclaration 2010, un état locatif pour chaque immeuble détenu.

4 Taux de capitalisation 2010

- immeubles de logements dont l'âge est inférieur à 20 ans au 31 décembre 2010 **4.96%**
- immeubles de logements dont l'âge est égal ou supérieur à 20 ans au 31 décembre 2010 **6.29%**
- immeubles HBM, HLM, HCM et HM **7%**
- immeubles commerciaux et autres immeubles locatifs
 - > zones d'affectation du sol 1 et 2 **4.86%**
 - > autres zones **6.36%**

Du fait de la coexistence de plusieurs taux de capitalisation, les états locatifs doivent impérativement préciser l'usage respectif de tous les locaux (logement, commerce, bureaux, etc.). En cas d'utilisation mixte d'un immeuble, un seul taux de capitalisation est appliqué, en vertu du principe de prépondérance.

Immeubles locatifs ou loués

ICC 2. Fortune Etat des loyers capitalisés ou capital selon estimation		IFD 3. Revenu Loyers encaissés		ICC 1. Revenu Loyers encaissés	
Charges et frais d'entretien		Charges et frais d'entretien		Charges et frais d'entretien effectifs	
5		6		7	

5 Etat des loyers capitalisés ou capital selon estimation fiscale

Etat des loyers capitalisés

Pour les immeubles locatifs, indiquez l'état des loyers capitalisés en utilisant le taux de capitalisation correspondant (chiffre 4 page 43).

Exemple

Taux de capitalisation = 6.29%
 Loyers encaissés = 100 000.-
 Etat des loyers capitalisés:
 $100\,000 \times 100 \text{ divisé par } 6.29 = \mathbf{1589\,825.-}$

Capital selon estimation fiscale

Indiquez le capital selon l'estimation fiscale pour les autres immeubles loués, notamment les immeubles servant exclusivement et directement à l'exploitation d'un commerce ou d'une industrie, les terrains improductifs, les villas et les immeubles en copropriété par étage, estimés en tenant compte des critères indiqués à la page 40.

Nouvelles constructions

Vous pouvez vous référer aux commentaires faits à la page 40 pour les immeubles occupés.

6 Loyers encaissés

Indiquez les loyers encaissés durant l'année 2010.

7 Charges et frais d'entretien

Vous pouvez choisir, pour chaque immeuble, entre le forfait selon l'âge du bâtiment et les charges et frais d'entretien effectifs.

Forfait

Le forfait est calculé en pourcent des loyers encaissés (IFD - chiffre 6):

Âge du bâtiment

au 1er janvier 2010:	IFD
• inférieur ou égal à 10 ans	10%
• supérieur à 10 ans	20%

Aucun forfait n'est applicable pour l'ICC.

Charges et frais d'entretien effectifs

Vous pouvez vous référer aux commentaires faits à la page 42 pour les immeubles occupés.

15.30

Immeubles commerciaux, industriels

Vous pouvez vous référer aux commentaires faits à la page 43 pour les immeubles locatifs ou loués.

Veuillez noter néanmoins que la déduction forfaitaire pour charges et frais d'entretien n'entre pas en ligne de compte pour les immeubles utilisés par des tiers à des fins commerciales.

15.40

Immeubles épargne logement, PPE-HLM

Cette rubrique se complète exactement comme sous le chiffre 15.10, cependant elle doit être remplie uniquement pour la partie exonérée. Vous pouvez vous référer aux commentaires faits à la page 40 pour les immeubles occupés.

PPE

Les subventions perçues doivent être reportées au code 15.43, annexe **D2**. La part non exonérée de cette subvention est à déclarer au code 15.13, annexe **D1**.

15.50

Immeubles HLM

Cette rubrique se complète exactement comme sous le chiffre 15.20, cependant elle doit être remplie uniquement pour la partie exonérée. Vous pouvez vous référer aux commentaires faits à la page 43 pour les immeubles locatifs ou loués.

HLM

Les subventions doivent être intégrées dans l'état des loyers et les loyers encaissés. La part non exonérée de cette subvention est à déclarer avec les loyers encaissés non exonérés (15.20)

Pour l'IFD, les subventions sont imposables en totalité.

Subvention chèque bâtiment énergie

Les subventions accordées dans le cadre du chèque bâtiment énergie constituent des revenus pleinement imposables.

Les subventions perçues doivent être reportées au code 15.13 pour les biens occupés ou intégrées dans les loyers encaissés pour les biens loués.

Impôt immobilier complémentaire (IIC)

L'impôt immobilier complémentaire est prélevé annuellement sur les immeubles sis dans le canton de Genève.

Cet impôt s'élève à **1%** de l'estimation fiscale, sans appliquer l'abattement de **4%** par année d'occupation continue et sans défalcation d'aucune dette.

L'impôt immobilier complémentaire est calculé sur la valeur de l'immeuble au 31 décembre de l'année fiscale, soit au 31 décembre 2010. C'est le contribuable propriétaire du bien à cette date qui en est redevable.

Cet impôt est considéré comme une charge déductible pour l'IFD et pour l'ICC (voir page 42).

Bilan et profits
N° 1 de comptabilité

E₁
Intérêts et dettes 2010

Intérêts et dettes chirographiques

	N°20 - 100		N°20 - 100	
	N°20 - 100		N°20 - 100	
	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 1	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 2	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 3	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 4	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 5	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 6	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 7	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 8	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 9	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 10	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 11	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 12	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 13	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 14	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 15	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 16	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 17	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 18	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 19	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 20	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 21	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 22	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 23	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 24	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 25	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 26	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 27	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 28	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 29	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 30	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 31	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 32	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 33	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 34	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 35	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 36	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 37	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 38	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 39	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 40	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 41	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 42	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 43	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 44	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 45	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 46	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 47	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 48	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 49	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 50	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 51	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 52	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 53	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 54	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 55	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 56	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 57	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 58	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 59	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 60	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 61	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 62	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 63	N°20 - 100		N°20 - 100	
62.100 - 64	N°20 - 100			

Recto

E₂

Intérêts et dettes 2010

Intérêts et dettes épargne logement PVE

BS 401-1 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque	Taux	Capital	Taux	Capital	Taux	Capital

BS 401-2 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque	Taux	Capital	Taux	Capital	Taux	Capital

BS 401-3 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque	Taux	Capital	Taux	Capital	Taux	Capital

BS 401-4 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque	Taux	Capital	Taux	Capital	Taux	Capital

BS 401-1 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

BS 401-2 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

BS 401-3 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

BS 401-4 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

Intérêts et dettes HLM

BS 402-1 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque	Taux	Capital	Taux	Capital	Taux	Capital

BS 402-2 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque	Taux	Capital	Taux	Capital	Taux	Capital

BS 402-3 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque	Taux	Capital	Taux	Capital	Taux	Capital

BS 402-4 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque	Taux	Capital	Taux	Capital	Taux	Capital

BS 402-1 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

BS 402-2 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

BS 402-3 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

BS 402-4 Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque

BS 403 Tout autre crédit (prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque)

Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque	Taux	Capital	Taux	Capital	Taux	Capital

BS 404 Tout autre crédit (prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque)

Prêt de la banque d'épargne / Prêt de la banque	Taux	Capital	Taux	Capital	Taux	Capital

Verso

Vous pouvez déduire les dettes dont vous êtes redevable au 31 décembre 2010 et les intérêts des dettes échus durant l'année 2010. Pour ce faire, veuillez compléter l'annexe E.

Nous vous prions d'indiquer avec précision les nom, prénom, raison sociale et domicile du créancier ainsi que la date de la constitution de la dette.

Veuillez également nous signaler, pour les personnes mariées ou partenaires enregistrés, comment, entre Contribuable et/ou Conjoint, est répartie la dette (par exemple Contribuable 1/2, Conjoint 1/2).

Indiquer la contrepartie (but du crédit) et nous remettre les justificatifs, si le crédit a été contracté durant l'année 2010.

Intérêts et dettes 2010

Intérêts de dettes privées

Les intérêts des dettes échus durant l'année 2010 sont déductibles à concurrence du rendement brut de la fortune augmenté de **CHF 50 000.-**.

Dans le calcul du rendement brut de la fortune, les rendements de participations détenues dans la fortune privée et qualifiant pour une imposition réduite (voir page 19) sont considérés à hauteur de 60%.

Intérêts des dettes commerciales

Les intérêts liés aux dettes commerciales sont déductibles sans limitation.

Il en va de même des intérêts versés pour le financement des participations d'au moins **20 %** au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative, dans la mesure où cette participation a été déclarée comme faisant partie du patrimoine commercial au moment de son acquisition.

Non déductibles

- les intérêts de dettes sur des crédits de construction (ou utilisés comme tels)
- les intérêts passifs échus, compris dans les échéances d'un contrat privé de leasing
- les sommes affectées au remboursement des dettes

Dettes chirographaires et hypothécaires

Les dettes chirographaires et hypothécaires justifiées par titre, extrait de registre, quittance, déclaration du créancier peuvent être déduites de la fortune brute.

Récapitulation 2010

Revenu

	ICG	IFG
	Revenu	Revenu
98.10 Revenu total des bénéfices professionnels	A	
98.11 Revenu total des bénéfices agricoles	A	
98.12 Revenu des bénéfices professionnels	B	
98.13 Revenu des bénéfices agricoles	C	
98.14 Revenu total imposable	D	
98.15 Revenu total	E	
98.16 Revenu total à l'échelle de la fortune	F	

Renseignements

98.17 Revenu total des bénéfices professionnels

98.18 Revenu total des bénéfices agricoles

98.19 Revenu des bénéfices professionnels

98.20 Revenu des bénéfices agricoles

98.21 Revenu total imposable

98.22 Revenu total

98.23 Revenu total à l'échelle de la fortune

Récapitulation 2010

Déductions

	ICG	IFG
	Déductions	Déductions
98.24 Revenu total des bénéfices professionnels	A	
98.25 Revenu total des bénéfices agricoles	A	
98.26 Revenu des bénéfices professionnels	B	
98.27 Revenu des bénéfices agricoles	C	
98.28 Revenu total imposable	D	
98.29 Revenu total	E	
98.30 Revenu total à l'échelle de la fortune	F	

Déductions

98.31 Revenu total des bénéfices professionnels

98.32 Revenu total des bénéfices agricoles

98.33 Revenu des bénéfices professionnels

98.34 Revenu des bénéfices agricoles

98.35 Revenu total imposable

98.36 Revenu total

98.37 Revenu total à l'échelle de la fortune

Récapitulation 2010

Fortune

	ICG	IFG
	Fortune	Fortune
98.38 Revenu total des bénéfices professionnels	A	
98.39 Revenu total des bénéfices agricoles	A	
98.40 Revenu des bénéfices professionnels	B	
98.41 Revenu des bénéfices agricoles	C	
98.42 Revenu total imposable	D	
98.43 Revenu total	E	
98.44 Revenu total à l'échelle de la fortune	F	

Déductions

98.45 Revenu total des bénéfices professionnels

98.46 Revenu total des bénéfices agricoles

98.47 Revenu des bénéfices professionnels

98.48 Revenu des bénéfices agricoles

98.49 Revenu total imposable

98.50 Revenu total

98.51 Revenu total à l'échelle de la fortune

Les pages de récapitulation contiennent un bon nombre de rubriques où il ne s'agit que de reporter les totaux déjà effectués sur les annexes: A, B, C, D, E et F

Elles contiennent cependant aussi des rubriques relatives à des déductions supplémentaires que vous pouvez faire valoir et pour lesquelles vous trouverez des explications dans les pages qui suivent.

98.10 à 98.95

Revenus divers ne servant pas à la taxation

Hormis le fait que ces revenus sont exonérés d'impôt, ils servent à la détermination de la (des) charge(s) de famille et à l'application des lois sociales.

Doivent notamment être déclarés dans ces rubriques les prestations de l'OCPA, les allocations d'études, les bourses, les pensions alimentaires perçues par l'enfant majeur, les allocations pour impotents, les secours versés par une institution de bienfaisance, etc.

Pour les éléments déclarés aux codes 98.10, 98.20, 98.60, 98.70, 98.80, 98.95 veuillez joindre un justificatif.

Pour connaître la manière de déclarer les pensions alimentaires des enfants majeurs, veuillez vous référer à la page 32 du guide.

Frais et dépenses non déductibles

Ne peuvent pas être déduits les autres frais et dépenses, en particulier:

- les frais d'entretien du contribuable et de sa famille, y compris les loyers du logement et les dépenses privées résultant de sa situation professionnelle
- les frais de formation professionnelle
- les sommes affectées au remboursement des dettes
- les frais d'acquisition, de production ou d'amélioration d'éléments de fortune, y compris les intérêts sur crédit de construction
- les impôts de la Confédération, des cantons et des communes sur le revenu, sur les gains immobiliers et sur la fortune, ainsi que les impôts fonciers et les impôts étrangers analogues;
- les commissions non justifiées nominativement, qui ne sont pas conformes à l'usage commercial, ainsi que les intérêts de dettes chirographaires non justifiés
- les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents publics suisses ou étrangers

Récapitulation 2010

Déductions

Récapitulation 2010	
Déductions	Montant
59.10 Frais de garde effectifs	
33.20 Déductions liées aux rentes de la prévoyance professionnelle	
59.20 Déduction pour couples / partenaires	

59.10 Frais de garde effectifs	
33.20 Déductions liées aux rentes de la prévoyance professionnelle	
Conjoint	
Enfant(s)	
59.20 Déduction pour couples / partenaires	

33.20

Déductions liées aux rentes de la prévoyance professionnelle

Cette déduction est accordée aux contribuables:

- dont la 1ère prestation a commencé à courir ou était exigible avant le 1er janvier 1987
- dont la prestation reposait sur un rapport de prévoyance existant déjà au 31 décembre 1986 et qui a commencé à courir ou devenait exigible avant le 1er janvier 2002

ICC

La déduction s'élève à:

- 20% de la rente perçue si les cotisations versées par le contribuable composent au moins 20% des prestations
- aucune déduction n'est accordée dans les autres cas

IFD

La déduction s'élève à:

- 40% de la rente perçue si les cotisations versées par le contribuable composent le total de la prestation
- 20% de la rente perçue si les cotisations versées par le contribuable composent au moins 20% des prestations
- aucune déduction n'est accordée dans les autres cas

Pour les prestations qui commencent à courir dès le 1er janvier 2002, aucune déduction n'est admise.

59.10

Frais de garde des enfants

Les contribuables mariés ou liés par un partenariat enregistré vivant en ménage commun qui:

- exercent tous les deux une activité lucrative ou
- se trouvent dans une incapacité durable de travailler ou
- sont en formation

peuvent déduire, pour chaque enfant ayant moins de 13 ans au 31 décembre de l'année fiscale, les frais de garde effectifs et justifiés jusqu'à concurrence de **CHF 4000.-** par année.

La même déduction est octroyée aux contribuables célibataires, veufs, divorcés, séparés de corps ou de fait lorsqu'ils tiennent ménage avec leurs enfants mineurs dont ils ont la garde.

Les factures des crèches doivent être jointes. Si l'enfant est gardé par une tierce personne que vous rémunérez, les justificatifs des paiements doivent mentionner les nom, prénom et adresse complète de cette personne.

59.20

Déduction pour conjoints

IFD

Les conjoints vivant en ménage commun peuvent déduire **CHF 2500.-**

Déductions

Exemples

Frais médicaux effectifs 7 000.-

Couple avec un enfant

ICC

0.5% du sous-total 92.20

(60 000.-) = 300.-

Frais médicaux déductibles

7 000.- moins 300.- = **6 700.-**

IFD

5% du sous-total 92.20

(80 000.-) = 4 000.-

Frais médicaux déductibles

7 000.- moins 4 000.- = **3 000.-**

Dons versés 12 200.-

ICC Les dons versés sont ici

limités à 20% du code 92.40.

IFD Ils sont ici admis en totalité

car ils sont inférieurs à la limite

de 20% du code 92.40.

92.20	Sous-total ICC + IFD pour la déduction des frais médicaux Déduire du code 91.00 les codes 31.00 à 57.00	6 0 0 0 0	8 0 0 0 0
71.00	Frais médicaux Montant net après déduction de la participation de la caisse maladie		
	Contribuable 1 7 0 0	Total 7 0 0 0	
	Conjoint 3 8 0 0	ICC Total moins 0.5% du code 92.20, col. 1	
	Enfant(s) 1 5 0 0	IFD Total moins 5% du code 92.20, col. 2	
92.40	Sous-total ICC + IFD pour la déduction des dons et du calcul de la déduction pour bénéficiaires de rentes AVS/AI	6 7 0 0	3 0 0 0
		5 3 3 0 0	7 7 0 0 0
73.00	Versements bénévoles et dons		
	Contribuable 1 1 4 0 0	Total 1 2 2 0 0	
	Conjoint 8 0 0	ICC au max. 20% du code 92.40, col. 1	
	Enfant(s)	IFD au max. 20% du code 92.40, col. 2	
		1 0 6 6 0	1 2 2 0 0

71.00

Frais médicaux

Si vous avez eu, en 2010, des frais médicaux facturés à votre charge, veuillez en indiquer le montant séparément.

Nous entendons par frais médicaux à votre charge la part non couverte par la caisse-maladie et non prise en charge par un autre organisme pour les frais découlant de la maladie et de l'accident.

1 ICC Revenu

- seule la part qui dépasse le **0.5%** du revenu net déterminé sur la feuille récapitulative au code 92.20 col. 1 est déductible

2 IFD

- seule la part qui dépasse le **5%** du revenu net déterminé sur la feuille récapitulative au code 92.20 col. 3 est déductible

Il n'est pas nécessaire de joindre tous les justificatifs, mais ceux-ci doivent être tenus à disposition de l'administration fiscale.

Frais liés à un handicap

voir page 39

Versements bénévoles

Dons

Les versements bénévoles et les dons effectués à des personnes morales exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou de pure utilité publique ainsi que les dons en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements sont déductibles de la manière suivante:

3 73.10 ICC

- la totalité des dons, jusqu'à concurrence de **20%** du revenu net avant la déduction des dons eux-mêmes (code 92.40)
- la contribution ecclésiastique n'est déductible qu'à l'ICC

4 73.20 IFD

- la totalité du don, jusqu'à concurrence de **20%** du revenu net avant la déduction des dons eux-mêmes (code 92.40), pour autant qu'ils s'élèvent, au total, à au moins **CHF 100.-**

Les justificatifs des dons et des versements bénévoles ne doivent pas être joints à la déclaration d'impôt, mais tenus à disposition de l'AFC en cas de demande ultérieure.

La cotisation statutaire n'est pas un don.

Déduction pour charges de famille

Déduction pour bénéficiaire de rentes AVS/AI

Tableau 1

Revenu déterminant		Déduction	
entre	et	simple (un époux rentier)	majorée (deux époux rentier)
0	57 500	10 000	11 500
57 501	65 200	8 000	9 200
65 201	73 600	6 000	6 900
73 601	82 200	4 000	4 600
82 201	92 000	2 000	2 300

Tableau 2

Revenu déterminant		Déduction
entre	et	
0	50 000	10 000
50 001	56 700	8 000
56 701	64 000	6 000
64 001	71 500	4 000
71 501	80 000	2 000

61.25

ICC Déduction pour charges de famille

Sont déduits du revenu net annuel:

- pour chaque charge de famille **CHF 9 000.-**
- pour chaque demi-charge **CHF 4 500.-**

Pour l'impôt cantonal et communal, une charge ou une demi-charge de famille peut vous être accordée lorsque les conditions fixées au chapitre **Charges de famille**, page 11 sont réunies.

Nonobstant ces conditions, lorsqu'une personne est à charge de plusieurs contribuables, la déduction pour charge de famille est répartie entre ceux-ci.

61.20

IFD Déduction pour charges de famille

Sont déduits du revenu net:

- **CHF 6100.-** pour chaque enfant mineur dont le contribuable assure l'entretien
- **CHF 6100.-** pour chaque enfant majeur faisant un apprentissage ou des études dont le contribuable assure l'entretien
- **CHF 6100.-** pour chaque personnes totalement ou partiellement incapable d'exercer une activité lucrative, à l'entretien de laquelle le contribuable pourvoit. Pour faire valoir la déduction de CHF 6100.- son aide doit au moins atteindre ce montant, faute de quoi elle est refusée. Cette déduction n'est pas accordée pour l'épouse, ni pour les enfants pour lesquels la déduction ci-dessus est demandée.

61.30

ICC Déduction pour bénéficiaires de rentes AVS/AI

Les époux vivant en ménage commun, dont le revenu n'excède pas CHF 92 000.- et dont l'un d'eux remplit les conditions exigées pour recevoir une rente AVS ou AI ont droit à la déduction d'un montant maximal de CHF 10 000.-. Si les deux époux remplissent les conditions précitées, la déduction s'élève à CHF 11 500.-. La déduction décroît compte tenu des revenus déterminés au point 92.40 de la déclaration et selon le tableau 1 ci-dessus.

La même déduction est octroyée aux contribuables célibataires, veufs, divorcés, séparés de corps ou de fait qui remplissent les conditions exigées pour recevoir une rente AVS ou AI et qui font ménage commun avec leurs enfants mineurs ou majeurs ou un proche qui constituent des charges de famille et dont ils assurent pour l'essentiel l'entretien.

Les autres contribuables, dont le revenu n'excède pas CHF 80 000.- et qui remplissent les conditions exigées pour recevoir une rente AVS ou AI, ont droit à la déduction d'un montant maximal de CHF 10 000.-. La déduction décroît compte tenu des revenus déterminés au point 92.40 de la déclaration et selon le tableau 2 ci-dessus.

Impôt sur le revenu, barèmes et calculs 2010

Revenu déterminant entre	Revenu déterminant et	Taux de la tranche %	Impôt max. de la tranche CHF	Impôt total (cumul des tranches) CHF
1	17 527	0.00	0.00	0.00
17 528	21 117	8.00	287.20	287.20
21 118	23 229	9.00	190.10	477.30
23 230	25 340	10.00	211.10	688.40
25 341	27 452	11.00	232.30	920.70
27 453	32 731	12.00	633.50	1 554.20
32 732	36 955 ¹	13.00	549.10	2 103.30 ²
36 956	41 179	14.00	591.35	2 694.65
41 180	45 402 ⁵	14.50	612.35	3 307.00 ³
45 403	72 854	15.00 ⁴	4 117.80	7 424.80
72 855	119 312	15.50	7 201.00	14 625.80
119 313	160 490	16.00	6 588.50	21 214.30
160 491	181 608	16.50	3 484.45	24 698.75
181 609	259 742	17.00	13 282.80	37 981.55
259 743	276 636	17.50	2 956.45	40 938.00
276 637	389 613	18.00	20 335.85	61 273.85
389 614	610 287	18.50	40 824.70	102 098.55
plus de	610 287	19.00		

Taux de l'impôt

Pour les personnes seules, l'impôt de base dû pour une année fiscale est calculé, par tranche, selon le barème ci-dessus. Pour les époux vivant en ménage commun et les personnes seules avec des charges de famille dont elles assurent pour l'essentiel l'entretien, le taux appliqué à leur revenu imposable est celui qui correspond à 50% de ce dernier.

Exemple 1 (le revenu correspond à une tranche)

Un contribuable célibataire est imposé sur un revenu net de CHF 36 955.-¹

- impôt de base = **CHF 2 103.30²**

Exemple 2 (le revenu se situe entre deux tranches)

Un contribuable célibataire est imposé sur un revenu net de CHF 50 000.-

- prendre le revenu de la tranche qui précède (45 402.-) pour déterminer l'impôt jusqu'à ce montant (voir colonne Impôt total) = **CHF 3 307.-³**
- définir la différence de revenu entre 50 000.- et le revenu déjà calculé au point 1 (50 000.- moins 45 402.- = **CHF 4 598.-**)
- appliquer à cette différence le taux de la tranche immédiatement supérieure, c'est à dire 15%⁴
- calculer l'impôt sur cette différence (4 598.- x 15%) = **CHF 689.70**
- additionner 689.70 à l'impôt déterminé au point 1 pour obtenir l'impôt de base = 689.70 + 3 307.- = **CHF 3 996.70**

Exemple 3

Un couple marié est imposé sur un revenu net de CHF 90 804.-

- le taux applicable correspond à 50% de ce dernier, soit **CHF 45 402.-⁵**
- impôt correspondant à 45 402.- = **CHF 3 307.-³**
- impôt de base = 3 307.- à multiplier par 2 = **CHF 6 614.-**

Dans tous les cas ci-dessus, il convient, à l'impôt de base ainsi déterminé:

- de rajouter les centimes additionnels cantonaux à hauteur de 47.5%
- de soustraire au total ainsi obtenu la diminution d'impôt de 12%
- d'ajouter le centime additionnel cantonal supplémentaire pour le financement de l'aide à domicile (1% de l'impôt de base)
- d'ajouter les centimes additionnels communaux (calculés sur l'impôt de base)

Si vous souhaitez effectuer des simulations ou des calculs d'impôts, notre site internet vous propose une calculatrice à l'adresse suivante:

<http://ge.ch/impots/calculatrice>

IFD

Le site de l'administration fédérale des contributions (www.estv.admin.ch) vous donnera toutes les informations concernant les barèmes d'impôt.

Impôt sur la fortune 2010

Impôt de base sur la fortune

Tranches		Taux de la	Impôt	
entre	et	tranche	max. de la	Impôt total
		‰	tranche	CHF
			CHF	
1	111 275	1.75	194.75	194.75
111 276	222 549	2.25	250.35	445.10
222 550	333 824 ¹	2.75	306.00	751.10 ¹
333 825	445 097	3.00	333.80	1 084.90
445 098	667 647	3.25	723.30	1 808.20
667 648	890 196	3.50	778.90	2 587.10
890 197	1 112 745	3.75	834.55	3 421.65
1 112 746	1 335 293	4.00	890.20	4 311.85
1 335 294	1 669 117	4.25	1 418.75	5 730.60
plus de	1 669 117	4.50		

Impôt supplémentaire sur la fortune

Tranches		Taux de la	Impôt	
entre	et	tranche	max. de la	Impôt total
		‰	tranche	CHF
			CHF	
1	111 275	0.0000	0.00	0.00
111 276	222 549	0.1125	12.50	12.50
222 550	333 824 ²	0.1375	15.30	27.80 ²
333 825	445 097	0.3000	33.40	61.20
445 098	667 647	0.3250	72.35	133.55
667 648	890 196	0.5250	116.85	250.40
890 197	1 112 745	0.5625	125.20	375.60
1 112 746	1 335 293	0.8000	178.05	553.65
1 335 294	1 669 117	0.8500	283.75	837.40
1 669 118	3 338 234	1.1250	1 877.75	2 715.15
plus de	3 338 234	1.3500		

Impôt sur la fortune

L'impôt de base, dû pour une année fiscale, est calculé, par tranche, selon le barème Impôt de base sur la fortune ci-dessus.

Exemple de calcul

Contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé, ou époux vivant en ménage commun, imposés sur une fortune de CHF 355 000.-

- impôt pour 333 824.- = CHF 751.10 ¹
- impôt sur le solde (355 000.- moins 333 824.- = 21 176.-) au taux de la tranche supérieure, soit 3‰ = CHF 63.55
- additionner les impôts déterminés aux points 1 et 2 pour obtenir l'impôt de base de **CHF 814.65**

Pour déterminer les impôts cantonaux et communaux sur la fortune, il convient d'ajouter, à l'impôt de base déterminé ci-dessus:

- les centimes additionnels cantonaux à hauteur de 47.5%
- le centime additionnel cantonal supplémentaire pour le financement de l'aide à domicile (1% de l'impôt de base)
- les centimes additionnels communaux (calculé sur l'impôt de base déterminé ci-dessus)

Impôt supplémentaire sur la fortune

L'impôt de base, dû pour une année fiscale, est calculé, par tranche, selon le barème Impôt supplémentaire sur la fortune ci-dessus.

Exemple de calcul

Contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé, ou époux vivant en ménage commun, imposés sur une fortune de CHF 355 000.-

- impôt pour 333 824.- = CHF 27.80 ²
- impôt sur le solde (355 000.- moins 333 824.- = 21 176.-) au taux de la tranche supérieure, soit 0.3‰ = CHF 6.35
- additionner les impôts déterminés aux points 1 et 2 pour obtenir l'impôt de base de **CHF 34.15**

Si vous souhaitez effectuer des simulations ou des calculs d'impôts, notre site internet vous propose une calculatrice à l'adresse suivante:

<http://ge.ch/impots/calculatrice>

Taux d'effort / Calcul de l'impôt prorata temporis sur la fortune

Taux d'effort

Le montant de la valeur locative **ICC** de la **résidence principale sise à Genève** ne doit pas excéder 20% (taux d'effort) des revenus bruts totaux. Ce taux d'effort est calculé sur les revenus bruts totaux (code 91.00) mais

- au minimum sur le montant de la première tranche exonérée d'impôt, soit en 2010, pour les personnes seules et sans charge de famille, CHF 17 527.- et
- sur le double de ce montant pour les époux vivant en ménage commun et les personnes seules avec des charges de famille.

La valeur locative, limitée à ce taux d'effort, n'est toutefois prise en compte qu'à la condition que les intérêts sur le financement de l'immeuble ne soient pas supérieurs à son montant.

Vous voudrez bien reporter la différence entre la valeur locative ICC après abattement et la valeur locative ICC après application du taux d'effort, à la rubrique ad-hoc du code 15.10-1 de l'annexe D.

Une formule de calcul est disponible sur notre site internet www.ge.ch/impots

Calcul de l'impôt prorata temporis sur la fortune

L'impôt cantonal et communal sur la fortune se détermine, pour toute l'année, selon votre état de fortune au 31 décembre 2010. Toutefois, si vous avez eu, dans le courant de l'année 2010, une augmentation de fortune suite à une dévolution successorale, vous pouvez bénéficier d'un calcul de l'impôt prorata temporis sur la fortune.

Dès lors, les éléments de fortune liés à cette augmentation de fortune ne seront pris en compte que pour le reste de la période fiscale.

Pour bénéficier d'un tel calcul, une demande expresse et motivée doit être jointe à la déclaration fiscale.

Informations 2010

Changements de situation

En application de la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP), l'état civil au 31 décembre de l'année fiscale est déterminant

Début d'activité lucrative en 2010

Le revenu effectif de l'activité lucrative est simplement reporté sur la déclaration. Il est important, dans ce cas, de préciser qu'il s'agit bien d'un début d'activité.

Cessation d'activité lucrative / Chômage en 2010

Le revenu de l'activité lucrative est simplement reporté sur la déclaration; à ce revenu s'ajoutent les éventuels revenus de remplacement (rentes, pensions, indemnités du chômage, etc.). Tous ces revenus sont déclarés à leur valeur brute effective.

Mariage ou partenariat enregistré en 2010

Vous remplissez une seule déclaration dans laquelle figurent l'ensemble des éléments du couple à dater du 1er janvier 2010.

Séparation, divorce ou dissolution du partenariat enregistré en 2010

Chaque conjoint ou ex-conjoint remplit sa propre déclaration dans laquelle ne figurent que ses propres éléments à dater du 1er janvier 2010.

Décès en 2010

L'assujettissement prend fin le jour du décès du contribuable. Dans le cas d'un couple, les deux conjoints sont taxés ensemble jusqu'au jour du décès. Le conjoint survivant est taxé, du lendemain du décès et jusqu'à la fin de l'année, selon son état civil au 31 décembre 2010.

Arrivée dans le canton de Genève dans le courant de cette année

De l'étranger

Genève est compétent pour vous imposer dès la date de votre arrivée tant au niveau de l'impôt cantonal et communal que de l'impôt fédéral direct. Votre imposition sera calculée sur les revenus réalisés de la date de votre arrivée jusqu'au 31 décembre de l'année d'arrivée, au taux d'un revenu annuel et sur l'état de votre fortune au 31 décembre.

D'un canton suisse

Genève est compétent pour vous imposer dès le 1er janvier de l'année d'arrivée tant au niveau de l'impôt cantonal et communal que de l'impôt fédéral direct. Votre imposition sera calculée sur les revenus réalisés pendant toute l'année fiscale.

Nota bene

Le plus souvent dans les situations susmentionnées, une adaptation des acomptes est nécessaire. De plus amples informations vous sont fournies en pages 58 et 59.

Départ du canton de Genève

Départ du canton de Genève dans le courant de cette année pour l'étranger

Genève est compétent pour vous imposer du 1er janvier 2011 jusqu'à la date de votre départ, tant au niveau de l'impôt cantonal et communal que de l'impôt fédéral direct.

Votre imposition 2011 sera calculée sur les revenus réalisés entre le 1er janvier 2011 et la date de votre départ au taux d'un revenu annuel et sur l'état de votre fortune à la date de votre départ.

Il est impératif de vous présenter à nos guichets au minimum 15 jours avant la date de votre départ muni des pièces suivantes:

- le questionnaire de départ dûment complété, daté et signé, disponible sur notre site internet ou à la réception de l'Hôtel des finances
- la déclaration 2010 dûment remplie, datée et signée (dans le cas où celle-ci n'a pas encore été envoyée à l'administration)
- la déclaration 2011, que vous pourrez obtenir à la réception de l'Hôtel des finances, dûment remplie, datée et signée

Pour les justificatifs à joindre à ces déclarations, veuillez consulter la page 8 du présent guide.

Départ du canton de Genève pour un canton suisse

Le canton de domicile au 31 décembre 2011 est compétent pour la taxation de l'impôt cantonal, communal et fédéral de toute l'année fiscale. De ce fait, le canton de Genève vous remboursera les acomptes que vous avez versés.

Pour cela l'administration fiscale vous remettra un formulaire que vous devrez faire attester par votre nouvelle commune de domicile.

Ce formulaire est disponible sur le site internet **www.ge.ch/impots**. Dès que nous serons en possession de ce document, le remboursement sera effectué, sous réserve d'impôts non encore soldés sur les années antérieures.

Il est impératif de vous présenter à nos guichets au minimum 15 jours avant la date de votre départ, afin de nous communiquer votre nouvelle adresse.

Enfin, notre administration se réserve le droit de vérifier l'existence d'un nouveau domicile fiscal dans l'autre canton.

Païement de l'impôt 2010

Avant réception de votre bordereau 2010

Avec votre déclaration fiscale 2010, vous recevez un relevé de compte concernant votre impôt cantonal et communal 2010, intitulé décompte intermédiaire.

Il vous renseigne sur les versements effectués et les transferts de crédits enregistrés à la date du décompte, ceci afin de vous permettre, le cas échéant, d'effectuer des versements complémentaires avant le terme général d'échéance fixé au **31 mars 2011** et de vous prémunir ainsi d'éventuels intérêts compensatoires négatifs.

Nous vous rappelons que, en remplissant votre déclaration de manière électronique, vous avez la possibilité de connaître plus précisément le montant estimé de l'impôt qui vous sera facturé.

Votre bordereau 2010 vous sera notifié dans le courant de l'année 2011

Dès sa réception, vous aurez **30 jours** pour solder votre impôt si les acomptes que vous avez versés durant l'année **2010** ne couvrent pas le montant total de l'impôt.

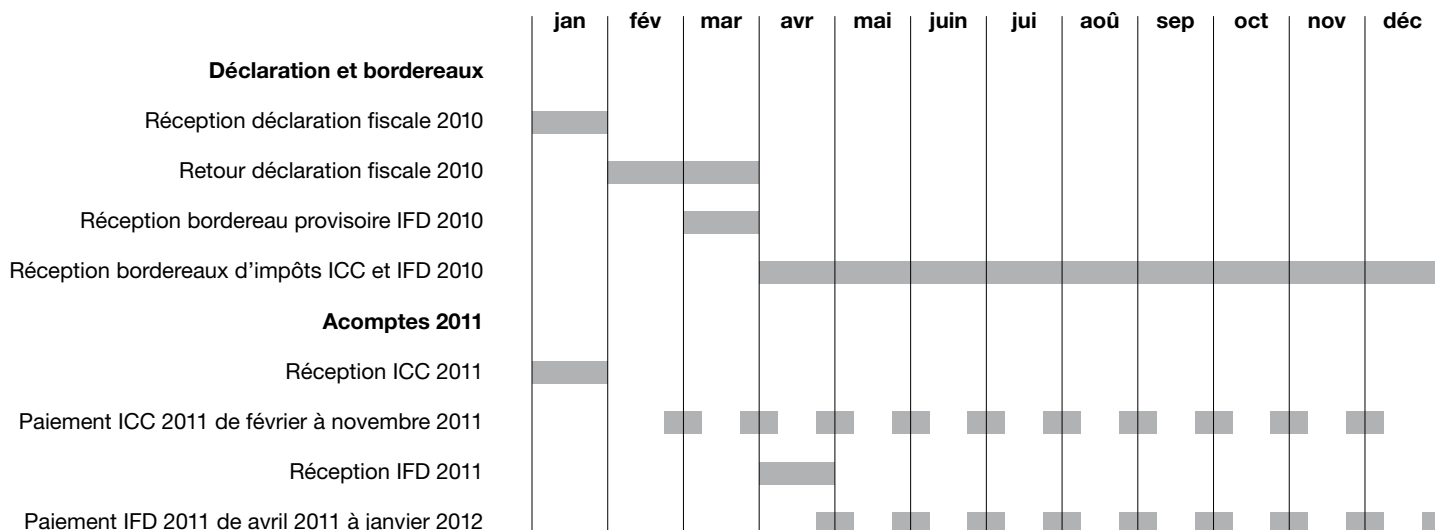
Un **décompte final** joint au bordereau vous indiquera le cas échéant, le solde qu'il vous incombera de verser ou celui qui vous reviendra.

Ce décompte final enregistre tous les montants perçus pour le compte de l'impôt **2010** jusqu'à la notification du bordereau d'impôt. En outre, le décompte final fait état, s'il y a lieu des imputations diverses, de l'escompte accordé, des intérêts rémunérateurs et moratoires sur les acomptes, des intérêts compensatoires positifs ou négatifs et des frais.

Vous devez vous acquitter de l'impôt entier, le cas échéant, du solde restant dû, dans le délai de paiement imparti figurant sur le bordereau. Les montants d'impôts, taxes, frais et amendes portent **intérêt moratoire** dès l'expiration de ce délai. En cas d'absence de paiement, la procédure de recouvrement continuera par l'envoi d'un rappel de paiement puis d'une sommation.

Païement de l'impôt 2011

Calendrier 2011 pour le contribuable



Païement des acomptes 2011

L'envoi des acomptes **2011** aux contribuables, accompagnés d'une **facture d'acomptes**, a débuté en janvier 2011. Chacun des 10 acomptes est échu le 10ème jour de chaque mois de février à novembre et ils doivent être payés dans le délai d'un mois à compter de leur échéance (exemple: le 1er acompte est échu le 10 février et doit être payé jusqu'au 10 mars au plus tard).

En cas de versement de la **totalité** du montant des acomptes figurant sur la facture d'acomptes, **avant** l'échéance du 1er acompte, un **escompte** vous est accordé. Pour cela, il suffit d'utiliser le bulletin BVR spécial joint à la facture d'acomptes ou de vous référer au montant figurant sur cette dernière si vous utilisez un autre moyen de paiement.

Fixation du montant des acomptes et des intérêts

Chaque acompte 2011 représente le 1/10ème du dernier bordereau notifié.

Un **intérêt moratoire** est perçu sur les acomptes payés tardivement ou impayés en totalité ou en partie. Il court dès l'expiration du délai de paiement de l'acompte concerné, jusqu'au paiement, respectivement et au plus tard jusqu'au terme général d'échéance. En revanche, un **intérêt rémunérateur** est bonifié sur les acomptes payés d'avance ou de façon excédentaire. L'intérêt court dès

la date du paiement jusqu'à l'expiration du délai de paiement de chaque acompte concerné, respectivement et au plus tard, jusqu'au terme général d'échéance.

Si le montant des acomptes versés est supérieur à l'impôt définitif, un **intérêt compensatoire positif** vous sera octroyé sur le trop perçu. Si en revanche, la différence entre l'impôt échu et les acomptes versés fait apparaître un solde en faveur de l'administration, un **intérêt compensatoire négatif** vous sera facturé. Ce dernier se calcule dès le 1er avril qui suit la période fiscale jusqu'à la date de notification du bordereau. Un **décompte final**, joint au bordereau vous indiquera, le cas échéant, le solde qu'il vous restera à verser ou celui qui vous reviendra.

Modification du montant des acomptes

Si des changements notables interviennent dans votre situation en **2011**, susceptibles d'entraîner une modification importante à la hausse ou à la baisse de votre imposition **2011**, nous vous invitons à demander au service du recouvrement, une modification des acomptes dus pour **2011**. Cette demande peut être faite sur **internet** à l'adresse www.ge.ch/impôts ou au moyen du formulaire qui accompagne les bulletins de versement BVR.

Le contribuable qui n'a pas reçu les bulletins de versement BVR des acomptes 2011 est invité à les demander au service du recouvrement en temps utile.

La contribution ecclésiastique en 7 points

Eglise catholique chrétienne
de Genève
Case postale 72
1212 Grand-Lancy 2
T 022 794 06 54
CCP 12-847-0

Eglise catholique romaine
13, rue des Granges
1204 Genève
T 022 319 43 43
CCP 12-2782-6

Eglise protestante de Genève
Case postale 3078
1211 Genève 3
T 022 819 88 19
CCP 12-241-0

Des Eglises indépendantes de l'Etat

A Genève, contrairement à la situation dans les autres cantons suisses, les trois Eglises reconnues publiques, soit:

- l'Eglise catholique chrétienne de Genève
- l'Eglise catholique romaine
- l'Eglise protestante de Genève

sont indépendantes de l'Etat et **ne reçoivent aucune subvention**.

Une contribution volontaire

La contribution ecclésiastique est facultative. **Ce n'est pas un impôt mais bien un don** qui permet aux Eglises d'accomplir leur mission.

Un don selon vos revenus et votre fortune

A l'image de la dîme de l'ancien temps, les Eglises suggèrent à leurs membres et sympathisants le don qu'ils peuvent verser, au prorata de leur revenu et de leur fortune. Il s'agit de **16%** de l'impôt cantonal de base sur le revenu et de **6%** de l'impôt sur la fortune, auxquels vient se rajouter une somme forfaitaire de CHF 10.-

Un don avantageux fiscalement

Donner aux Eglises vous procure également un avantage fiscal. Vous pouvez déduire vos dons pour l'impôt cantonal et communal jusqu'à hauteur de **20%** du revenu net imposable avant la déduction du don lui-même.

Donner aux Eglises c'est facile !

Il vous suffit de cocher la case appropriée qui se trouve sur la page de garde de votre déclaration fiscale (voir page 9 du guide). Vous recevrez, avec votre bordereau de taxation, l'indication du montant de votre contribution ecclésiastique. Pour payer, vous pourrez:

- verser par tranches votre don à l'aide des **10 bvr** Eglises reçus en début d'année civile et vous acquitter d'un solde éventuel à réception du bordereau d'impôts
- verser directement votre contribution sur le compte postal de votre Eglise en lui demandant des **bvr**.

D'importantes dépenses à assumer

Depuis 1907, date de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les trois Eglises doivent assumer seules:

- les salaires des prêtres, pasteurs, diacres, collaboratrices et collaborateurs laïques
- l'entretien et la rénovation des églises, temples, cures, presbytères et locaux paroissiaux, ce qui représente plus de **200 bâtiments**, souvent classés
- les frais liés au culte, à l'entraide et au soutien aux oeuvres caritatives et sociales.

Une ancienne tradition de partenariat

Bien que totalement laïc, l'Etat collecte la contribution ecclésiastique pour les trois Eglises, conformément à une loi votée en 1945. Les frais administratifs de perception sont facturés aux Eglises à hauteur de **2%** des dons versés à l'Etat.

Contacts avec l'AFC

Nos guichets sont ouverts
sans interruption
de 9h à 16h
(du 1.7 au 31.8 de 9h à 13h)

Adresse
Administration fiscale
cantonale
26 rue du Stand
Case postale 3937
1211 Genève 3

Adresse pour l'envoi
de la déclaration fiscale
Administration fiscale
cantonale
Case postale 3838
1211 Genève 3

Adresse internet
www.ge.ch/impots

La permanence
téléphonique est assurée
de 9h à 16h
(du 1.7 au 30.8 de 9h à 13h)

Téléphone
T 022 327 70 00
serveur vocal

Service immobilier
T 022 327 58 89
F 022 327 83 10

Service de la taxation
des promoteurs immobilier,
des remises de commerce
et des agriculteurs
T 022 327 53 23
F 022 327 59 70

Demande de délai
T 022 546 94 00
par guide vocal

Service du contentieux
T 022 327 74 30
F 022 327 56 20

Demande d'un exemplaire
vierge de la déclaration 2010
T 022 546 94 00
par guide vocal

Service du registre fiscal
T 022 327 54 75
F 022 327 49 91

Si votre nom de famille
commence par

Services de taxation
Salariés / Retraités /
Sans activité

Service de la taxation
des Indépendants

Titres

Recouvrement

A Del

T 022 327 58 13
F 022 327 77 74

T 022 327 59 55
F 022 327 59 70

T 022 327 58 75
F 022 327 76 40

T 022 327 74 80
F 022 327 75 13

Dem J

T 022 327 57 70
F 022 327 77 76

T 022 327 74 90
F 022 327 75 16

K Pz

T 022 327 58 90
F 022 327 77 78

T 022 327 70 10
F 022 327 59 70

T 022 327 75 00
F 022 327 75 27

Q Z

T 022 327 58 40
F 022 327 77 79

T 022 327 75 10
F 022 327 75 37

Codes de taxation (communes, cantons, pays)

Communes	Commune cadastrale	Code lieu	Cantons	Code lieu
Aire-la-Ville	1	6601	Appenzell	
Anières	2	6602	Rhodes-Extérieures	9015
Avully	3	6603	Appenzell	
Avusy	4	6604	Rhodes-Intérieures	9016
Bardonnex	5	6605	Argovie	9019
Bellevue	6	6606	Berne	9002
Bernex	7	6607	Bâle-Campagne	9013
Carouge	8	6608	Bâle-Ville	9012
Cartigny	9	6609	Fribourg	9010
Céligny	10	6610	Genève	voir communes
Chancy	11	6611	Glaris	9008
Chêne-Bougeries	12	6612	Grisons	9018
Chêne-Bourg	13	6613	Jura	9026
Choulex	14	6614	Lucerne	9003
Collex-Bossy	15	6615	Neuchâtel	9024
Collonge-Bellerive	16	6616	Nidwald	9007
Cologny	17	6617	Obwald	9006
Confignon	18	6618	Saint-Gall	9017
Corsier	19	6619	Schaffhouse	9014
Dardagny	20	6620	Schwytz	9005
Genève Cité	21	6621	Soleure	9011
Genève Eaux-Vives	22	6621	Tessin	9021
Genève Petit-Saconnex	23	6621	Thurgovie	9020
Genève Plainpalais	24	6621	Uri	9004
Genthod	25	6622	Valais	9023
Grand-Saconnex	26	6623	Vaud	9022
Gy	27	6624	Zoug	9009
Hermance	28	6625	Zurich	9001
Jussy	29	6626		
Laconnex	30	6627	Pays	Code lieu
Lancy	31	6628	Albanie	8201
Meinier	32	6629	Allemagne	8207
Meyrin	33	6630	Arabie Saoudite	8535
Onex	34	6631	Autriche	8229
Perly-Certoux	35	6632	Belgique	8204
Plan-les-Ouates	36	6633	Croatie	8250
Pregny-Chambésy	37	6634	Espagne	8236
Presinge	38	6635	Etats-Unis d'Amérique	8439
Puplinge	39	6636	France	8212
Russin	40	6637	Grèce	8214
Satigny	41	6638	Israël	8514
Soral	42	6639	Italie	8218
Thônex	43	6640	Liban	8523
Troinex	44	6641	Luxembourg	8223
Vandoeuvres	45	6642	Monaco	8226
Vernier	46	6643	Portugal	8231
Versoix	47	6644	Royaume-Uni	8215
Veyrier	48	6645	Serbie	8248

Index

Acomptes 2011	59	Frais liés à un handicap	39	Rentes AI	32
Actions de collaborateur	21	Frais médicaux	50	Rentes AVS	32
Activité indépendante	31	Frais professionnels forfaitaires	24	Rentes de la prévoyance professionnelle	33 et 49
Allocations de logement	35	IFD et ICC		Rentes viagères payées	38
Allocations familiales	35	Gains accessoires	34	Rentes viagères reçues	33
Arrivée dans le canton de Genève	56	Gain de l'un des époux/partenaire enregistré, déduction	29	Retenue supplémentaire d'impôt	17
Assurance accident	37	Gains de loterie, Sport-Toto, PMU, etc.	15 et 16	Revenu de l'activité dépendante	21
Assurance-maladie	37	Immeubles	40	Revenus provenant de successions	35
Assurances vie et vieillesse	36	Immeubles épargne logement - PPE	45	Salaires bruts	21
Autres rentes	33	Immeubles HLM	45	Salariés	21
Autres revenus et fortune	33	Immeubles locatifs ou loués	43	Séparation de corps ou de fait	56
Bonus	21	Immeubles occupés par le propriétaire	41	Subsides de l'assurance-maladie	35
Calcul de l'impôt prorata temporis sur la fortune	55	Immeubles occupés par le propriétaire, exemple	42	Subventions HLM épargne logement PPE	45
Changement de domicile	9 et 56	Impôt anticipé	17	Successions non partagées	35
Changements de situation personnelle	56	Impôt immobilier complémentaire	42 et 45	Tantièmes, jetons de présence	21
Charges de famille	52	Imputation forfaitaire d'impôt	17	Taux d'effort	55
Charges et frais d'entretien des immeubles locatifs ou loués	44	Indemnité de travail en équipe et de repas	25	Titres suisses et étrangers	15
Charges et frais d'entretien des immeubles occupés	42	Indemnités de vacances, ponts, jours fériés, intempéries	22	Valeur de rachat des assurances-vie	36
Chômage	21	Indépendants	30	Valeur fiscale de l'immeuble	40
Codes communes - cantons - pays	62	Intérêts de dettes	46	Valeur locative	41
Comptes bancaires	13	Intérêts échus de capitaux d'épargne	36	Valeurs figurant dans l'état des titres	12
Contribution ecclésiastique	9 et 60	Loyer	9	Versements bénévoles	50
Cotisations au 2ème pilier	23	Mariage, partenariat enregistré	56		
Cotisations au 3ème pilier A	23	Métaux précieux	35		
Cotisations AVS / AI / Chômage / AANP / Maternité	23	Mises à la loterie, PMU, etc.	16		
Décès	56	Numéraires	35		
Déductions liées aux rentes de la prévoyance professionnelle	49	Numéros de téléphones utiles	61		
Déduction pour bénéficiaires de rentes AVS / AI	52	Options de collaborateur	21		
Déductions sociales sur la fortune	51	Paiement de l'impôt	58 et 59		
Délais de retour	9	Partenariat enregistré	56		
Départ du canton de Genève	57	Pensions alimentaires reçues	32		
Dettes chirographaires	47	Pensions alimentaires versées	38		
Dettes hypothécaires	47	Perception de l'impôt	58 et 59		
Dissolution du partenariat enregistré	56	Personnes à charge, autres	11		
Divorce	56	Pertes de salaire (maladie, accident, militaire)	21		
Données personnelles	9	Planning 2011	59		
Dons	50	Prestations de l'assurance militaire	33		
Eléments n'entrant pas en compte dans la taxation	48	Prestations en capital	22		
Enfants à charge	11	Prestations en nature	22		
Etat des titres	13	Prestations sociales	32		
Frais bancaires	14 et 16	Primes d'assurances-vie	36		
Frais de déplacements	27	Primes d'assurances-vie, déduction	36		
Frais de formation	27	Produits de sous-location	34		
Frais de garde des enfants	49	Rachat de la prévoyance professionnelle	23		
Frais de perfectionnement, de reconversion ou de réinsertion	27	Récapitulation des revenus et fortune	48		
		Relevés fiscaux	16		
		Rendements de capitaux d'épargne, déduction	36		
				Liste des abréviations	
				AFC Administration fiscale cantonale	
				ICC Impôt cantonal et communal	
				IFD Impôt fédéral direct	
				LIPP Loi sur l'imposition des personnes physiques	
				BVR Bulletin de versement avec N° de références	
				AMF Assurance militaire fédérale	

GeTaxInternet, simplifiez-vous les impôts!

L'administration fiscale vous propose de remplir et de retourner votre déclaration par Internet.

Une fois connecté au site www.ge.ch/impots, vous retrouverez, grâce à GeTaxInternet, toutes les fonctionnalités et astuces du logiciel Getax sur CD-Rom que vous connaissiez jusqu'ici avec, en plus, les avantages suivants: pas d'installation de logiciel, accès permanent à vos données et conservation de celles-ci, entièrement sécurisés, et transmission directe de votre déclaration.

3 bonnes raisons d'utiliser GeTaxInternet

Accompagnement

A chaque étape de votre saisie, un guide pratique, simple et précis apparaît sur la droite de votre écran.

Rapidité et fiabilité

La saisie électronique vous fait gagner du temps et diminue le risque d'erreur dans l'écriture et la lecture des données.

Calcul de la taxation

A la fin de votre saisie, vous pouvez éditer le résultat théorique de votre taxation, calculé sur la base de vos données.

Plus d'informations sur www.ge.ch/impots